

# Fabius en Lorraine... avec ses gros sabots

P.6

## Lutte Ouvrière

Dans  
cinq semaines  
les  
9-10-11 juin  
**LA FÊTE**  
de  
**Lutte Ouvrière**  
P.2

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 831 - 5 mai 1984 - prix : 6 F

**La  
super-austérité  
de Delors :**



**la gauche ne peut pas plaire  
à la fois à ses électeurs  
et à la bourgeoisie**

### Grande-Bretagne

**les mineurs  
en  
grève**

P.8

### Allemagne fédérale

**la grève  
pour  
les 35 heures ?**

P.9

### Kadhafi

**l'épouvantail  
des grandes  
puissances**

P.10-11



# sommaire

## Dans le monde

Page 7 :

— Israël : terrorisme d'Etat et terrorisme d'extrême-droite.

Page 8 :

— Grande-Bretagne : les syndicats cherchent à enfermer les mineurs en grève dans l'impasse du corporatisme.

Page 9 :

— Allemagne fédérale : la bataille pour les 35 heures aura-t-elle lieu ?

Pages 10 et 11 :

— Kadhafi : l'épouvantail libyen.

• Avant 1969 : une indépendance factice.

• La révolution modèle Kadhafi.

• L'atout pétrolier.

• Un nationaliste, radical et réactionnaire.

## En France

Pages 4 et 5 :

— Télévision par câble : le privé captera les profits.

— Le PCF en campagne : en retard d'une bataille électorale.

— PS : les godillots traînent les pieds.

Page 6 :

— Fabius en Lorraine : avec ses gros sabots.

— Les travailleurs de Sacilor accueillis par les CRS.

— 1<sup>er</sup> mai à Gandrange : les syndicats d'accord... mais sur quoi ?

Page 12 :

— SNCF : grève aux ateliers TGV de Paris-Conflans et de Villeneuve-Saint-Georges.

Page 13 :

— Ateliers RATP de Championnet : un exemple de la politique de la CGT.

— Cité Colomb (Tours) : on supprime l'eau chaude.

Page 14 :

— Navale (Nantes - Saint-Nazaire) : l'Etat et les patrons veulent licencier.

— CEPEM : les licenciements approchent, le chômage technique s'aggrave.

Page 15 :

— SKF : les à-côtés de la restructuration.

— CMA Saint-Brieuc ; Hôtel des Postes, Lyon.

## Culture

Pages 16 et 17 :

— Films : *Cent jours à Palerme* ; *La diagonale du fou*.

— Livres : *Un homme à part* de Gilles Perrault ; *Le serpent à sept têtes* d'Ali Ghalem ; *Le tournis* de H. Dufour.

Pages 18 et 19 :

— Livres : *Bogota jungle* de M. Sauloy ; *Mourir pour Shangai* d'Albert Londres ; *Trains étroitement surveillés* de B. Hrabal.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

DANS CINQ SEMAINES



## La fête de Lutte Ouvrière

Le week-end de la Pentecôte prochain, les 9, 10 et 11 Juin, aura donc lieu à Presles (Val-d'Oise) la fête de Lutte Ouvrière.

Trois jours de détente, de joie et de fraternité dans un cadre verdoyant où se dresseront des centaines de stands politiques, de jeux et de restauration.

Animé par des artistes les plus divers, venus de bien des contrées, le spectacle sera permanent pendant les trois jours et gratuit : sur le grand podium central mais aussi sur les deux autres scènes spécialement aménagées sous les futaies. Et puis à la Cité du Jazz se succéderont les virtuoses du saxo ou du piano tandis que l'orchestre de la guinguette entraînera tous les amateurs de musette ! Dans la soirée du dimanche 10 au lundi 11 juin, un grand bal fera sauter les lampions !

A la fête de Lutte Ouvrière, la musique, le spectacle, l'animation seront présents partout ; pas seulement sur les grandes scènes ; dans les allées aussi, sur les places, aux carrefours, au détour d'un bosquet, pour vous faire participer ou simplement assister en sirotant un thé

oriental ou en dégustant un café liégeois dans le soleil, à des sketches, des chansons, des jeux, des danses. Car nous voulons qu'à la fête, la fantaisie, la joie et la liberté soient reines pour tous ceux qui seront avec nous ces trois jours. Pour les grands comme pour les petits, d'ailleurs ! A la Place aux Jeunes comme à la Crèche pour les vraiment petits, les enfants pourront se libérer de leurs parents pour jouer en toute quiétude des spectacles et animations qui leur sont tout spécialement destinés !

Et n'oublions pas, enfin, que deux cinémas gratuits eux aussi projetteront en permanence des films que vous pourrez à loisir voir ou revoir.

Alors, dès maintenant, réservez votre week-end de la Pentecôte pour venir avec nous à la fête !

Pour vous rendre à la fête, un service d'autocars gratuits fonctionnera pendant les trois jours à partir de la Porte de La Chapelle.

### Appel aux artistes

Nous savons que, comme les années précédentes, nous pourrions compter sur la participation de nombreux artistes, chanteurs, comédiens, musiciens.

Merci à tous ceux qui se sont déjà proposés et à tous ceux qui vont nous aider à animer la fête.

Mais pour que les milliers de participants à notre fête trouvent à chaque instant une animation et des spectacles variés, nous avons besoin du concours bénévole de nombreux artistes.

Pour cela nous adressons à tous ceux qui veulent montrer leur solida-

rité avec le mouvement révolutionnaire. Nous nous adressons également à tous ceux qui ont quelque chose à dire au public de notre fête, aux militants, aux sympathisants d'extrême-gauche et à tous leurs amis, et qui veulent s'en faire connaître. Nous mettrons à leur disposition podiums aménagés et aires de spectacle.

Amis artistes, pour que la fête de Lutte Ouvrière soit une réussite, contactez-nous vite, à l'adresse de notre journal : **Lutte Ouvrière, BP 233 75865, Paris Cedex 18.**

Dès maintenant  
nous pouvons annoncer que  
seront parmi nous :

Pierre PERRET



Zachary RICHARD — Rock et Cajun — le chanteur de Louisiane  
KERGRIST qui jouera le clown atomique  
JULLET' et ONYX - chansons

ITHRI-AMELAL - chants berbères de Kabylie.

Bien sûr, nous poursuivrons au fil des semaines l'annonce des nombreux autres artistes qui seront présents à la fête...

### Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.  
(1)-Rayer les mentions inutiles



## La gauche ne peut pas plaire à la fois à ses électeurs et à la bourgeoisie

**L'**AUSTÉRITÉ, la rigueur, ce n'est pas fini. C'est Delors qui le dit et le répète. Ce n'est pas cela qui va faciliter la campagne électorale du Parti Communiste et du Parti Socialiste pour les prochaines élections européennes ! Les militants d'entreprise du PC et du PS peuvent se demander avec quels arguments ils vont bien pouvoir convaincre leurs camarades de travail. Les dirigeants du PC et du PS sont très pessimistes eux-mêmes quant aux résultats des élections européennes — le premier scrutin à l'échelle nationale depuis trois ans — leurs partis risquant d'y subir un recul sans précédent.

Mais le gouvernement, lui, continue imperturbablement la même politique et Delors, au moment même où il propose aux députés de voter de nouveaux cadeaux aux patrons dans les zones de reconversion, annonce un budget 85 « d'une rigueur sans commune mesure avec celui de 84 » !

On ne peut certes pas reprocher à Delors de faire de la démagogie électoraliste ! Et tant pis pour les militants du Parti Socialiste qui s'évertuent à défendre, malgré tout, la politique indéfendable du gouvernement, ou les militants du Parti Communiste qui ont déjà bien du mal à expliquer à quoi peuvent servir les quatre ministres communistes.

Non, Delors ne leur facilite pas la tâche.

D'abord, c'est cadeaux sur cadeaux que le gouvernement de gauche accorde aux patrons, et tous ses efforts visent à leur permettre d'augmenter leurs profits alors même que la production n'augmente pas, en diminuant purement et simplement le niveau de vie des travailleurs.

Et il est vrai que cette année, la plupart des grandes entreprises ont augmenté leurs bénéfices alors qu'elles ont licencié (ou plutôt parce qu'elles ont licencié) mais elles n'ont, malgré ces bénéfices, réa-

lisé aucun investissement productif.

D'ailleurs quand on ferme des entreprises modernes, des usines toute neuves, ce n'est pas pour réaliser par ailleurs des investissements productifs.

Avec les bénéfices, les bourgeois n'investissent pas. Les plus puissants exportent leurs capitaux, spéculent sur le dollar ou investissent aux Etats-Unis. Quant à ceux qui ne le peuvent pas, ils augmentent leur consommation (la consommation des produits de luxe, des grosses voitures, se porte mieux que jamais alors que la consommation populaire diminue).

Et non seulement le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Delors multiplie les cadeaux à la bourgeoisie mais il en fait aussi à la droite et à l'extrême-droite aux dépens des efforts des militants socialistes et communistes. L'extrême-droite n'a jamais été aussi arrogante et sûre d'elle-même que depuis que la gauche est au gouvernement. La droite n'a jamais été aussi arrogante et sûre d'elle-même que depuis qu'elle est dans l'opposition.

Et Delors lui fourbit de nouvelles armes en répétant sur tous les tons aux travailleurs : « N'attendez rien du gouvernement, n'espérez pas que votre sort s'améliore ».

Et puis au moment des élections, on dira aux électeurs de gauche qu'il faut voter une fois de plus à gauche, qu'il faut tout faire pour que la droite ne se renforce pas. Alors que c'est le gouvernement lui-même qui par sa politique redore le blason de la droite, cette droite qui menait exactement la même politique quand elle était au gouvernement et qui, si elle y revient demain, continuera dans la même voie.

Et l'on voudrait que les travailleurs n'en aient pas ras-le-bol ?

Arlette LAGUILLER

## Maire veut ratisser à droite

Après le Conseil national de la CFDT tenu fin avril, Maire a présenté ses conclusions à la presse et a répondu aux questions des journalistes d'Antenne 2, le 2 mai. Pour lui le syndicalisme traditionnel est en danger de mort et, si l'on veut bien l'en croire, il veut s'adapter à l'évolution de la société.

Que le syndicalisme en ait pris un coup dans l'aile depuis la venue de la gauche au pouvoir ne fait maintenant plus de doute pour personne. Surtout pas au lendemain des manifestations du 1<sup>er</sup> mai qui ont eu le succès que l'on sait. Alors, face à la baisse du nombre de syndiqués et au désenchantement que les travailleurs res-

sentent à l'égard des syndicats, Maire veut une fois de plus « recentrer » son organisation.

Et comment ?

La CFDT depuis des années se présentait comme le champion des « augmentations uniformes » et comme défenseur de la réduction des écarts hiérarchiques. Mais aujourd'hui Maire déclare « que la grille ouvrière est trop fermée », que les travailleurs qualifiés veulent être reconnus et en conséquence qu'il faut ouvrir la hiérarchie.

La CFDT pendant des années se disait pour « le socialisme autogestionnaire » et cultivait une image de gauche. Aujourd'hui elle cherche à

se défaire de cette étiquette embarrassante.

Aujourd'hui Maire insiste pour dire que si les orientations de la CFDT sont de gauche, il ne s'agit surtout pas là d'une caractérisation de son organisation et que ce n'est pas une condition pour y appartenir. Et Maire de tendre la perche en disant que des rencontres avec des représentants des partis de droite sont possibles, qu'il ne faut pas s'interdire avec eux le cas échéant « un rapport démocratique conflictuel ».

Pour compenser les pertes parmi les ouvriers qui se détournent de son organisation, Maire cherche à attirer à la CFDT ceux qui s'affirment de droite dans les entreprises.

Mais qui sont-ils donc, sinon des agents de maîtrise ou des cadres comme ceux de Citroën ou ceux de Talbot prêts à faire le coup de poing contre les ouvriers ?

C'est ainsi que Maire, après trois ans de gouvernement de gauche, va essayer de sauver les meubles. Il est vrai que tout le monde dans son organisation n'en est pas réduit là et qu'un certain nombre de dirigeants se sont « casés » en choisissant une autre filière pour se recentrer, cette fois en s'intégrant à l'appareil d'Etat. C'est le cas de Chérèque, n° 2 de la CFDT, qui vient d'abandonner tous ses mandats pour, comble d'ironie, devenir « commissaire délégué au redéploi-

ment industriel en Lorraine ». Un emploi consistant à faire miroiter des emplois aux chômeurs présents et futurs, victimes des restructurations dans cette région. D'avoir tout fait pour appuyer le gouvernement actuel, ça a peut-être rapporté à la CFDT quelques emplois de ce genre pour ses bureaucrates syndicaux, mais cela lui en mettra davantage sur la paille, qui, eux, sont contraints à chercher à se reconvertir. Alors, reste à ceux-là, dans le sillage de Maire qui s'évertue à copier Bergeron, à marcher tardivement sur les brisées de FO. Maintenant que la gauche coule, les rats quittent le navire.

Louis GUILBERT



# Le privé captera les profits

Le gouvernement vient d'annoncer les grandes lignes de son plan pour l'installation d'un réseau câblé de télévision en fibres optiques. Comme le relève *Le Monde*, « la télévision par câble ne sera ni étatisée, ni municipalisée, ni privatisée, mais relèvera d'un subtil mélange des trois genres ».

La subtilité en question a consisté à répartir les rôles. Les PTT financeront par des emprunts et des hausses de tarifs, selon la méthode habituelle, l'essentiel des dépenses : l'équipement des villes en fibres optiques, qui implique des travaux considérables. L'exploitation de ces réseaux sera en revanche assurée par des sociétés mixtes, composées de représentants des municipalités et de sociétés privées.

Les capitalistes privés sont évidemment fort intéressés par la chose. La fabrication et la pose des câbles et de tous les maté-

riels annexes représenteront un pactole se montrant à plusieurs dizaines de milliards de francs.

Mais les nouveaux marchés que l'Etat va ainsi ouvrir aux capitalistes concernent aussi un autre domaine : la fabrication de programmes, d'émissions, de films, de produits de communication de tous ordres, à usage professionnel ou destinés aux divertissements dont la consommation est, pensent-ils, destinée à croître rapidement.

Mais là encore, le démarrage sera lent et coûteux. C'est pourquoi les capitalistes privés attendent aussi de l'Etat qu'il les aide à monter une industrie des programmes. La Caisse des Dépôts, qui gère l'argent des Caisses d'épargne, a déjà prévu d'accorder des prêts à taux réduit aux communes qui mettront sur pied des programmes de communication. Mais cela ne suffit pas aux capitalistes. Ils veulent aussi que les chaînes de télévision multi-

plient les opérations, les émissions, les occasions de co-productions, bref toutes les opportunités pour eux d'acquiescer une expérience et de développer leurs affaires. Les chaînes de télévision leur rendent déjà des services, notamment Antenne 2, qui co-produit des films avec des sociétés privées.

Mais les capitalistes privés, les industriels, veulent plus. Car le câble ne sera pas rentable avant plusieurs années. Il faudra attendre le début de la décennie 1990, que des millions de consommateurs soient raccordés aux réseaux, pour que l'affaire devienne vraiment profitable. D'ici là, pour amorcer l'intérêt des clients et essuyer les plâtres, le privé compte sur l'aide de l'Etat.

Et le gouvernement ne marche pas, il court. Au cas où il ne courrait pas, d'ailleurs, il se ferait rappeler à l'ordre. Il y a pour cela une Haute Autorité qui vient d'écrire une lettre aux jour-

naux afin de faire savoir son opinion : « *Le secteur privé a sa place dans la configuration audiovisuelle à venir, avec sa logique et ses objectifs propres. Et il peut servir de stimulant au service public, mais pas le remplacer* ». Il ne s'agissait pas là, bien sûr, de la défense du service public que représenterait la télévision d'Etat : la Haute Autorité propose d'ailleurs de diminuer le cahier des charges des chaînes, c'est-à-dire les tâches d'intérêt général qu'elles sont tenues d'assurer. Le rôle qui est assigné à la télévision financée par le budget et les redevances de téléspectateurs est de coopérer avec le privé.

Il y a peut-être aujourd'hui de nouvelles techniques de communication, mais c'est sur le vieux principe des vases communicants entre deniers publics et profits privés que reposent toujours les affaires.

Pierre VERNANT

## • Le ticket de Simone

« Je n'ai le ticket avec personne. J'ai un ticket avec la France », a déclaré solennellement Simone Veil lors d'une réunion de cadres de l'UDF, samedi 25 avril.

Simone ne cède au charme de personne. Qu'on se le dise ! Qu'on ose insinuer que Chirac lui fait la cour pour se l'amadouer, et elle se rebiffe : « Je ne travaille pas pour Jacques Chirac, ni pour le RPR ».

Ainsi la très « chic » Simone n'a pas le « choc » pour Chirac. Elle ne roule que pour elle-même. On veut bien la croire.

## • La bouteille à l'encre

Francine Gomez, P.-D.G. de Waterman, entre en politique. Vexée d'avoir été écartée de la liste conduite par Simone Veil, elle veut présenter la sienne propre aux élections européennes, sous l'intitulé « Réussir l'Europe », liste qui serait le « complément nécessaire » de celle de l'opposition UDF-RPR.

Simone est restée de marbre et ne s'est point abaissée à lui voler dans les plumes... De peur de tomber sur un bec, sans doute.

## • Qui c'est qui va laisser des plumes ?

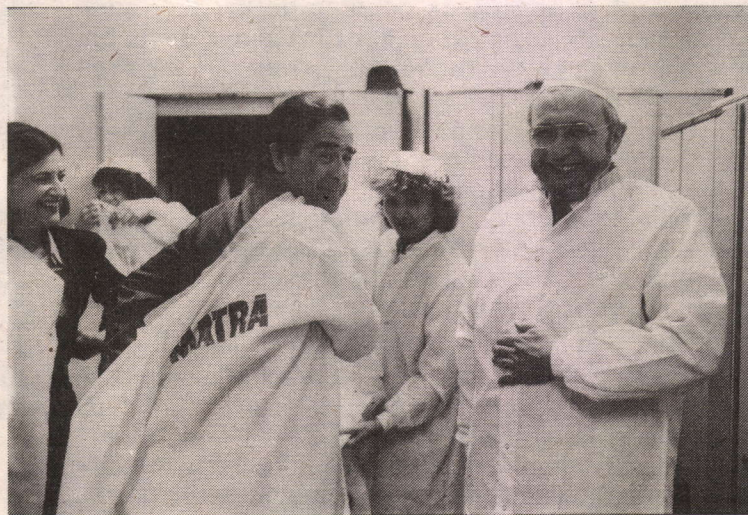
Huguette Bouchardeau, ex-secrétaire générale du PSU, ne lésinait pas à l'époque, sur les discours écologistes. Aujourd'hui secrétaire d'Etat à l'Environnement, elle vient de signer, contre l'avis du Conseil national de la protection de la nature, l'autorisation du tir à la tourterelle en Gironde du 1<sup>er</sup> au 23 mai.

Si les chasseurs sont, paraît-il, ravis de pouvoir se livrer au tir au pigeon, y compris en période de reproduction, les défenseurs des oiseaux, eux, protestent.

En voilà encore quelques-uns qui ne doivent pas apprécier de se faire pigeonner et pourraient bien saisir l'occasion des prochaines élections pour faire aussi un joli carton...



Fillioud, ministre de la Communication, inaugurant le 24 avril à Cannes la foire commerciale des programmes de télévision (AFP)



Et Mexandeau, ministre des PTT, avec le P-DG de Matra. (AFP)

## RUE DES ECOUFFES (Paris)

## Révolte contre les brutalités policières

Avec leurs habituelles méthodes de cognes, les sept policiers qui ont débarqué de bon matin, vendredi 27 avril, chez la famille Rosenfeld, rue des Ecouffles, dans un quartier juif de Paris, n'y ont pas été de main morte : coups répétés à la porte qui était enfoncée, faute d'avoir été ouverte assez rapidement par la famille encore endormie. Tombant nez à nez avec le fusil de chasse brandi par l'un des fils de la famille, les policiers tiraient, le blessant grièvement à l'épaule, puis embarquaient ses deux frères sans leur laisser le temps de s'habiller.

Cette opération coup de poing s'inscrivait dans le cadre de l'enquête destinée à retrouver l'auteur des blessures fai-

tes, en mars dernier, à un Arabe au cours d'une rixe. Une première tentative pour arrêter le coupable dans le quartier avait échoué deux jours plus tôt, les policiers devant battre en retraite devant l'hostilité des habitants, habitants parmi lesquels deux des frères Rosenfeld avaient été reconnus par les policiers.

Si ces derniers comptaient, ce 27 avril, sur l'heure matinale pour faire passer inaperçue leur intervention chez les Rosenfeld, ce fut complètement raté. Non seulement elle n'est pas passée inaperçue, mais le fait qu'un jeune Juif religieux ait été blessé dans cette rue, proche de la rue des Rosiers, a été le signal d'une mobilisation de la population

du quartier contre la police. Des pancartes hostiles à son égard ont surgi dans la rue ; le quartier a été bouclé par ses habitants ; même la rue de Rivoli a été bloquée pour exiger la libération des deux jeunes gens interpellés. Roger Hanin, beau-frère de Mitterrand (venu « parce que je suis juif », déclarait-il), acteur devenu pour la circonstance médiateur entre les autorités préfectorales et la population, échoua complètement dans ses tentatives pour apaiser les esprits.

Devant la tournure prise par les événements, les deux jeunes gens étaient relâchés dans l'après-midi... La solidarité de la population obligeait la police à faire machine arrière.

Jean SANDAY

## FETES DE LUTTE OUVRIERE

### TOURS

SAMEDI 12 MAI DE 11 H DU MATIN A MINUIT

Domaine de Cange, Saint-Avertin.

Couscous le midi - Spectacle (Jazz - chansons de

Simon et Garfunkel - Musique des Andes - Bal musette le soir). Forum du livre - Diaporamas - Débats...

### GRENOBLE

DIMANCHE 20 MAI A PARTIR DE 14 HEURES

Jardin de Ville. « Le Coteau ». Pont-de-Claix. Bus n° 8 - Banquet à midi.



## • LE PCF EN CAMPAGNE

### • En retard d'une bataille électorale

Articles et éditoriaux réguliers dans *L'Humanité*, meetings, affiches se multipliant sur les murs : ça y est, la campagne électorale du PCF pour le scrutin des Européennes est lancée. Et l'on croit rêver ! On se croirait revenu avant 1981, quand le PCF disait en substance : vivement que la gauche arrive au gouvernement et qu'il y ait des ministres communistes pour que tout aille mieux enfin !

Car, oui, ils ont un petit air de « déjà entendu », ces slogans que lance aujourd'hui le PCF : « *Priorité à nos conditions de travail* », « *Chaque voix communiste : NON à l'Europe du chômage* », ou encore : « *Les communistes se battent pour l'industrie française, je vote pour* ».

Seulement voilà, les affirmations du PCF sont encore moins crédibles qu'il y a trois ans. Car entre-temps tous les travailleurs, tous les électeurs de gauche ont pu juger sur pièces. Ils ont pu voir le parti, ils ont pu voir ses quatre ministres à l'œuvre, soutenir la politique antiouvrière du gouvernement Mauroy.

Alors aujourd'hui le PCF, qui craint de payer électoralement sa politique, qui craint en particulier l'abstention d'une bonne partie de ses électeurs, de ceux qu'il a trompés, bat le rappel. Il déclare que « *le vote communiste sera un vote de pression* » (*L'Humanité* du 2 mai) et présente ce scrutin comme devant être décisif pour les travailleurs, pour lesquels il serait un moyen d'action.

Pas facile pourtant d'être convaincant. Ce que le PCF sait parfaitement, d'ailleurs, comme l'écrivait l'éditorialiste de *L'Humanité* du 30 avril : « *Le vote communiste aura un sens clair, même s'il reste à le faire percevoir par les intéressés* » ! Et c'est bien

vrai que le PCF aura fort à faire pour faire percevoir que « *chaque voix communiste (est) une chance de plus pour l'emploi* », alors que, de toute façon, les dirigeants du PCF ont choisi de rester solidaires de ce gouvernement qui gère la crise au profit du patronat et organise le chômage. De même qu'il sera très dur de faire percevoir que « *voter communiste (c'est) voter pour la défense du pouvoir d'achat* », alors que les ministres communistes s'attaquent, comme les autres, directement aux salaires, dans la fonction publique par exemple.

Si les affiches du PCF sont si peu convaincantes, c'est bien que la politique du PCF, elle, est indéfendable !

Frédéric FERRIERES



Ce que beaucoup de travailleurs pensent aujourd'hui de Mitterrand, ni le PCF ni le PS ne le disent...

(Photo LO)

### • Les godillots traînent les pieds

Il n'y a pas que le PCF qui tâche de se démarquer de la politique du gouvernement auquel il participe. A l'intérieur du PS aussi, certains militants et dirigeants s'inquiètent du discrédit croissant que leur attire cette politique.

C'est en particulier ce qui s'est exprimé à la conférence nationale « Entreprises » du PS, qui s'est réunie le week-end dernier. Un délégué des mines de Saône-et-Loire avait : « *Nous sommes dans la mélasse. Ce que la droite n'a pas osé faire, nous, la gauche, nous le faisons.* » Un délégué lorrain déclarait pour sa part : « *On a eu pen-*

*dant quelques semaines des difficultés à ne pas passer pour des salauds.* » Et, selon un délégué des banques, la politique économique actuelle « *ne peut conduire qu'à un échec* ». Et il aurait pu ajouter, pour être plus précis, à un échec électoral.

Car c'est bien cela qui inquiète aujourd'hui une bonne partie des dirigeants du PS. En particulier ceux du CERES, qui ont toujours fait mine d'être critiques par rapport à la politique du PS et proclament aujourd'hui que la politique menée par Mauroy n'est pas la bonne, qu'une autre politique est possible ! C'est du moins ce qu'ils ont

dit à la convention « Entreprises », et ce que le chef de file du CERES, Jean-Pierre Chevènement, a tenté d'accréditer dans une interview au *Journal du Dimanche* du 29 avril, après avoir noté qu'« *avec 2,8 millions de chômeurs en 1986, la gauche ne gagnera pas les élections.* »

Seulement voilà, le problème c'est qu'en fait d'autre politique, l'ancien ministre de l'Industrie Chevènement n'a rien à proposer... sinon la même chose que ce que se propose de faire le gouvernement actuel : « *Il faut mettre la rigueur au service de la croissance* ».

Les membres du gouvernement peuvent bien intervenir pour faire serrer les rangs, rappeler au sens de la responsabilité, dire comme Bérégovoy qu'il « *n'y a pas d'autre politique possible* ». Jospin peut bien déclarer à la séance de clôture de la conférence nationale du 30 avril, à l'adresse du CERES : « *Je ne crois pas aux formules miracles* », et « *réaffirmer la solidarité vis-à-vis du gouvernement* ». Il n'empêche que, pour bien des politiciens du PS, il devient de plus en plus urgent d'afficher leur indépendance, aussi illusoire soit-elle, vis-à-vis d'une politique qui risque de coûter au PS bien des sièges, aux Européennes, mais aussi aux législatives de 1986, dans moins de deux ans.

Et il y en a beaucoup qui aimeraient bien aujourd'hui être à la fois dans la majorité, pour savourer la soupe, et dans l'opposition, pour pouvoir se resservir. Un dilemme quasi cornélien.

Vincent GELAS

### • Barre en piste

Raymond Barre aussi a fait parler de lui. Mais pas à propos des Européennes. Qu'on se le dise : le premier économiste de France ne s'agitait pas pour ces élections « de routine ». Libre à eux si d'autres politiciens ambitionnent un « ticket » pour Strasbourg. Mais Barre, lui, est au-dessus de ça et vise plutôt une réservation pour l'Elysée. C'est ce qu'il a fait savoir en tout cas au Club de la Presse d'Europe I, le 29 avril dernier.

Et Barre de tenter de prendre de la hauteur en se composant une image d'homme « *au service de la France* », prêt aux « *échéances décisives* », mais n'« *appartenant à personne* ». « *S'il advenait que je doive être candidat à l'élection présidentielle (Ah, l'affreux suspense !), je ne serais pas candidat comme émanation du parti* », a-t-il ainsi précisé. Qu'en termes choisis ces choses-là sont dites.

D'ailleurs, pour bien prouver qu'il est au-dessus des partis, au-dessus de la droite comme de la gauche, il a, au passage, après avoir rappelé sa neutralité à propos du plan acier, souligné les points, à son avis positifs, de la politique gouvernementale, notamment à propos de la Sécurité sociale.

Voilà donc ce Premier ministre de Giscard, devenu hier l'un des politiciens de droite les plus impopulaires de toute la V<sup>e</sup> République qui, se référant constamment à De Gaulle, prétend se refaire une nouvelle santé politique et une nouvelle peau. Encore un peu et il va se faire passer pour l'homme providentiel !

Il est vrai qu'avec Giscard, Chirac et... Mitterrand comme repoussoirs, il peut se sentir des ailes.

Réussira-t-il à s'« *envoler* » ? Ça, c'est une autre histoire.

F. F.

## Souscription de Lutte Ouvrière pour les élections européennes

Lutte Ouvrière présentera aux élections européennes une liste conduite par Arlette Laguiller.

La loi est telle que les dépenses des quatre grands partis, qui se montent à plusieurs centaines de millions de centimes, rien que pour le matériel officiel (profession de foi et bulletin de vote), seront prises en charge par l'Etat et qu'ils bénéficieront en outre d'une subvention plus que confortable pour les dédommagements de leurs autres frais.

Mais Lutte Ouvrière, pour pouvoir être présente dans ces

élections, doit financer elle-même tout son matériel électoral.

C'est dire que, pour être présents dans cette campagne et y faire entendre la voix des travailleurs révolutionnaires, nous avons besoin du soutien de tous nos lecteurs, sympathisants et amis.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous.

Versez sur les listes présentées par les militants de Lutte Ouvrière ou envoyez vos versements à l'ordre de: Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10R.



# Fabius en Lorraine

## Avec ses gros sabots

Fabius est allé en Lorraine le 26 avril. Il a vu les élus et les représentants syndicaux et il a soigneusement évité de voir les sidérurgistes.

Et pour cause ! Car d'abord, comme prévu, il n'avait rien à changer au plan acier. Et ensuite, face aux 25 000 suppressions d'emplois dans la sidérurgie, il ne proposait que 4 000 créations d'emplois sur trois ans !

Ce saupoudrage ridicule par rapport aux besoins se répartirait ainsi : 1 000 emplois dus à la décentralisation des services publics (PTT, centre de recherche TDF, centre de documentation du CNRS...) qui disposent le plus souvent de leur personnel et effectueront de simples transferts de la région parisienne sans embaucher sur place ; 2 000 emplois fournis par les groupes nationalisés (Renault et sa société mosellane de mécanique, CGE et CIT Alcatel pour la fabrication de lasers, Thomson et Rhône-Poulenc).

Ce sont surtout des emplois à hautes technologies réservés à des cadres et à des techniciens supérieurs.

Dans leur sillage, mille emplois seraient créés dans

l'électronique et la micro-informatique par des sociétés privées qui attendent elles aussi surtout de toucher des primes et des aides. Dans le passé, on a souvent vu ce que cela voulait dire, ces filiales déposant leur bilan peu après avoir été créées, les maisons mères ayant empoché les aides.

Avec son volet industriel et son volet tertiaire, ce plan ressemble à s'y méprendre à celui présenté par Mauroy à Pont-à-Mousson en 1982 qui devait créer 1 500 emplois. Deux ans après, ces projets n'ont guère avancé. Ce qui n'a pas empêché Fabius de les annoncer une fois de plus dans son plan. Notamment l'implantation de Thomson à Longwy et de l'Alsthom, qui doit créer 160 emplois à Nancy. L'Alsthom qui vient d'annoncer 75 licenciements à Gandrange !

Le plan Fabius renforce les travailleurs dans leur conviction que le gouvernement se paye leur tête. Ses propositions ne les concernent pas : « *Qu'est-ce que vous voulez que moi, à 40 ans, avec mes gros doigts de mineur, j'aille tripatouiller des magnétoscopes ?* », s'exclame un ouvrier de Longwy interrogé par *Libération* (28 avril). Ensuite et surtout, ils en ont assez qu'on leur

ressorte la panoplie des « éternelles promesses ».

On verra peut-être quelques entreprises, attirées par le dégrèvement des charges sociales, venir s'installer en Lorraine... et en partir quand cela ne leur rapportera plus assez. Mais, même si elles restaient, ce genre de « solution » est bien incapable de résoudre le problème de l'emploi dans une situation de crise où le chômage s'aggrave tous les jours.

Fabius n'a rien à proposer d'autre ; Mauroy non plus, qui est allé dans le Nord affirmer sans vergogne qu'il allait « *repandre le combat pour limiter le chômage* » et promettre la création de 1 820 emplois alors que les chômeurs s'y comptent par milliers !

La voilà la politique du gouvernement de la gauche. Exactement semblable à celle des gouvernements précédents : sacrifier des dizaines de milliers de travailleurs à la rentabilité, c'est-à-dire à la logique des profits patronaux et faire ensuite l'aumône de quelques centaines d'emplois sur le papier aux travailleurs en colère pour tenter de les calmer à bon compte !

Sylvie MARECHAL



Fabius et Gomez, le P-DG de Thomson en plein cinéma. (AFP)

### ECHAUDÉS LES SIDÉRURGISTES !

#### En 1979, les promesses...

14 500 nouveaux emplois dans l'automobile dont :  
— Renault : 3 000 ;  
— Peugeot : des milliers ;

— Electronique Marcel Dassault : 1 000 emplois à Longwy ;  
— Installation de diverses entreprises de l'électronique.

#### ... et les réalités

Création effective : 4 000 emplois.

Renault : 1 000. une filiale de Peugeot (la SFME) emploie 120 personnes. jamais implantée.

STAE à Gorcy, Darlay-électronique à Villers et ELEM ont fermé après avoir touché les subventions.

ET EN 1984, C'EST 4 000 EMPLOIS QUE FABIUS PROMET...

## Les travailleurs de Sacilor accueillis par les CRS

A Sacilor, les travailleurs attendaient de pied ferme la venue de Fabius en Lorraine pour lui dire ce que les sidérurgistes pensent de son plan de reconversion.

Jusqu'au dernier moment cette visite a été entourée du plus grand mystère. Ce n'est que la veille que l'on apprenait qu'il viendrait finalement le jeudi, non pas à Metz, comme cela était prévu, mais à Nancy. Le mercredi, donc, un rassemblement a eu lieu aux portes de Sacilor à l'appel de l'intersyndicale pour préparer la manifestation. Devant 1 000 travailleurs présents il fut décidé de descendre à Nancy le lendemain matin avec les engins remplis de ferraille pour aller voir Fabius.

Le jeudi matin, lorsque les engins arrivèrent à l'entrée de Nancy, les CRS tentèrent de leur barrer la route. Puis comme les conducteurs essayèrent d'avancer malgré tout, les policiers enfoncèrent les vitres et les pare-brise à coups de crosse ; ils lancèrent des grenades à l'intérieur des camions et crevèrent les pneus pour les immobiliser. Chaque camarade qui sortait de son camion recevait des coups de matraque. En voyant cela, les travailleurs en colère se mirent à lancer des pavés sur les CRS qui ripostèrent avec des grenades. Puis une voiture de TF1 fut renversée et son matériel piétiné par des sidérurgistes : il faut dire qu'une semaine auparavant, TF1 avait diffusé une émission faisant la part belle à

Fabius et présentant les sidérurgistes comme des gens qui ne veulent rien comprendre.

Après ces affrontements, les choses en sont restées là. Les travailleurs de Sacilor étaient surtout déçus de se retrouver tout seuls : la mobilisation n'avait pas été faite par les syndicats à Nancy même — quelques dizaines de travailleurs seulement étaient venus de Neuves-Maisons et de Pompey.

Quant à Fabius, il avait pris soigneusement ses dispositions pour éviter de rencontrer les sidérurgistes : c'est en cachette qu'il a atterri en hélicoptère à l'hôpital central. On ne sait pas s'il s'est rendu à la préfecture en ambulance. Mais un ministre socialiste qui se cache pour ne pas rencontrer les travailleurs, cela en dit long sur les intérêts qu'il défend.

Correspondant LO

### Ford-Citroën en Lorraine

## Des implantations fantômes

A propos d'implantation miracle et « mirage » *Libération* du 27 avril retrace comment la Lorraine a déjà failli avoir une usine Ford et ses 8 000 emplois !

C'était en février 1979 : la Lorraine comptait déjà 51 000 demandeurs d'emplois, Ford cherchait à implanter une usine en Europe et envoya ses directeurs en mission de reconnaissance à Beuvillers, petit village de Meurthe-et-Moselle.

Effervescence dans les rédactions des journaux, émoi dans la population, rumeurs : mais, déception, en avril, on apprend que Ford s'implantera finalement au Portugal.

Qu'à cela ne tienne, les firmes automobiles françaises, qui ne sont sans doute pas

pour rien dans l'échec du projet, proposent leur « aide » : Peugeot-Citroën prévoit une usine de montage avec 2 300 emplois. En novembre, le Conseil général de Meurthe-et-Moselle vote un fonds de 9 millions de francs en faveur de l'installation de Peugeot-Citroën : lors du vote, la gauche, qui doute de la crédibilité du projet, s'abstient. En février 1980, le groupe automobile envoie quelques représentants sur place qui situent le démarrage de la production pour 1981. Septembre 1980, les agriculteurs sont autorisés à ensemer les terrains de la zone industrielle dont l'aménagement est repoussé... à plus tard !

Sylvie MARECHAL

### 1<sup>er</sup> mai à Gandrange

## Les syndicats d'accord... mais sur quoi ?

Pour le 1<sup>er</sup> mai à Sacilor, tous les syndicats appelaient à un défilé unitaire à l'intérieur de l'usine de Gandrange pour aller poser la première pierre symbolique du train universel.

A neuf heures du matin, près de 4 000 personnes se sont rassemblées aux portiers : des sidérurgistes accompagnés de leurs familles. Chaque secteur avait sa banderole. Les travailleurs du TIM (transport) accompagnaient la manifestation en locotracteurs décorés de drapeaux rouges pour la circonstance.

Arrivés sur le site où devait être construit le train universel, il y eut une prise de parole unique au nom de l'intersyndicale pour vanter les mérites du site de Gandrange-Rombas et affirmer la nécessité de construire le train universel. « *Ne pas construire le TU à Gandrange, c'est accepter de faire rouler le TGV sur des rails étrangers...* ». Là dessus un ingénieur fit un topo technique pour défendre le dossier. Et c'est au son de *La Marseillaise* que le drapeau bleu, blanc, rouge qui recouvrait la stèle fut ôté. Celle-ci se composait d'une croix de Lorraine et du sigle de Sacilor. Après la lecture d'un poème se terminant par : « *Nous nous battons pour notre cher Gandrange* », une motion fut votée pour demander à Mitterrand de reconsidérer le plan acier.

Pendant que les syndicats tricolorent, la lutte des sidérurgistes déraile.



## Le pape en Corée

### Le roi des tartufes

C'est, paraît-il, une Eglise en pleine expansion que le pape va rencontrer en Corée du Sud pendant la tournée de cinq jours qu'il consacre à ce pays de 39 millions d'habitants.

Tout ce que la presse compte de bien-pensants s'extasie en effet sur la vitalité de cette Eglise qui compterait aujourd'hui 1 million 600 000 fidèles et dont les effectifs s'accroîtraient encore de 10 % chaque année.

Et *Le Figaro*, qui, emporté par son élan, se risque même à comparer la ferveur militante des nouveaux chrétiens de Corée du Sud à celle des Polonais... vend involontairement la mèche.

Eh oui, la Corée du Sud fait partie de ce monde qu'on dit libre. Mais c'est un régime de dictature féroce qui traque, emprisonne, assassine toute opposition. Et l'Eglise catholique romaine est en fait une des rares formes d'opposition au régime (opposition toute modérée) mais opposition quand même, qui ne soit pas interdite. Les militants seraient même actifs dans les syndicats ouvriers et paysans. Et certains de ses membres, même un évêque, auraient fait de la prison pour avoir résisté au pouvoir.

Et cette dictature violemment anti-communiste ne tient que grâce au soutien total que lui accordent les Etats-Unis qui

en ont fait leur tête-de-pont dans cette région d'Asie.

Aussi doit-on apprécier à sa juste valeur le geste hypocrite du pape qui s'est arrêté sur la route de Corée pour serrer la main de Reagan.

Du genre, je vais soutenir l'Eglise de Corée mais que cela ne puisse pas passer pour une critique de Reagan. On est toujours aussi jésuite du côté des culs-bénis.

C.B.



La dictature coréenne et le pape échangent des fleurs. (UPI)

## Ça a marché

Dans sa bonne cité du Vatican, le pape bénissait des malades qu'on lui avait amenés sur des chaises roulantes. Ne voilà-t-il pas qu'une fois la bénédiction terminée, l'un d'entre eux se lève, plie le fauteuil roulant sous son bras et s'en va.

Il s'agissait d'un médecin escortant un groupe d'handicapés. N'ayant trouvé d'autre siège dans la salle d'audience du Vatican qu'un fauteuil roulant, il s'y était assis et s'était vu poussé, malgré ses protestations, devant le pape par un des gardes suisses.

Le pape, lui, en est resté sur le... trône.

## L'agent double du Vatican

Lu dans la presse : « *Aussitôt après cette brève rencontre (avec Reagan), le Boeing de Jean-Paul II a repris l'air. Il a suivi la route qu'avait prise l'avion sud-coréen abattu par la chasse soviétique* ».

Diable ! Le pape serait allé se promener lui aussi au-dessus des zones militaires

ultra-secrètes de l'URSS. Il est plus probable qu'il a pris le couloir aérien qu'aurait dû prendre le Boeing coréen.

Mais si c'était vrai, on va peut-être apprendre que la CIA a profité de l'arrêt à Fairbanks pour doter l'avion papal de goupillons à têtes chercheuses...

## Attentat anti-arménien à Alfortville (Val-de-Marne)

Jeudi soir, à Alfortville, explosaient coup sur coup trois bombes dans des lieux publics, blessant treize personnes dont deux grièvement.

A l'heure où nous écrivons, ces attentats n'ont pas été revendiqués mais il semble bien qu'ils visent à la fois la communauté arménienne et tout geste du gouvernement français envers cette communauté.

En effet, dimanche 29 avril, Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la Sécurité publique et maire d'Alfortville, inaugurerait dans sa commune, place Carnot, un monument commémorant le génocide du peuple arménien par l'Etat turc en 1915. L'une de ces bombes a explosé contre le monument, une autre dans l'un des cafés de la place, fréquentés par des Arméniens, une troisième sous le

gymnase d'une école toute proche.

De tels attentats, quels que soient leurs auteurs (extrême-droite, ou services spéciaux turcs), sont le fait d'assassins, de gens prêts à prendre en otage la population d'une commune et à frapper aveuglément en prenant le risque d'un massacre. Pour des objectifs qui ne peuvent pas être moins odieux que les méthodes employées !

## Sécheresse en Afrique

### La responsabilité des pays « riches »

170 millions d'enfants menacés de famine en Afrique, tel est le chiffre donné par le directeur général de l'UNICEF (organisme de l'UNESCO chargé de l'enfance), au cours de la réunion annuelle de l'organisation à Rome, le 27 avril dernier.

Le Mali risque de perdre plus de 50 % de son cheptel avant la saison des pluies du mois de juin. Déjà un tiers du bétail de ce pays a été victime de la sécheresse en 1983. Le fleuve Niger et le lac Tchad sont aujourd'hui presque à sec et la nappe phréatique est épuisée en de nombreux points. Le déficit alimentaire de ces régions est cette année deux fois plus important qu'en 1973, date d'une précédente famine qui fit plus de 200 000 morts en Afrique.

La famine menace des millions d'hommes à quelques heures d'avion de nos villes. Mais s'il est vrai que la sécheresse est un phénomène naturel, que la baisse pluviométrique dans le Sahel est constante depuis 1968, la famine qui l'accompagne, elle, ne l'est pas. Et certaines productions restent d'ailleurs à l'abri de la sécheresse.

Au Mali, par exemple, la récolte de coton était de 56 000 tonnes en 1972-1973. En 1979-1980, elle atteignait 139 000 tonnes. Et cela est vrai pour la plupart des cultures d'exportation, bien encadrées, bien rémunérées, bien irriguées, bénéficiant des meilleures terres et des derniers perfectionnements de la technique. Aux pires périodes de sécheresse, des vivres d'une valeur de centaines de millions de dollars étaient exportées par les pays du Sahel, pour le plus grand profit de compagnies, surtout françaises. En 1971, première année de la précédente séche-

resse, les exportations de viande de bœuf ont triplé. Au Mali, en 1971-1972, la production de coton a augmenté de 400 % par rapport aux années précédentes, la production d'arachide de 70 % (plus d'un tiers des surfaces cultivées sont consacrées à l'arachide au Mali). Pendant la sécheresse, le système d'irrigation a permis des récoltes records de riz : tout a été exporté !

La région sahélienne du Mali était autrefois le grenier de l'Afrique, avant la colonisation par la France. Pendant des siècles, des réserves de vivres étaient constituées par les communautés villageoises, et permettaient de s'accommoder des sécheresses périodiques, qui ne datent pas d'hier.

Or, les cultures intensives ont détruit les sols et accéléré la désertification. De plus en plus entraînés dans les circuits commerciaux, les paysans, pour survivre, ont cultivé des productions destinées à l'exportation au détriment des cultures vivrières, ce qui a entraîné l'insuffisance alimentaire actuelle. Selon le Conseil mondial de l'alimentation, la production alimentaire par habitant a diminué de 7 % dans les années 1960, de 15 % dans les années 1970.

Au Sénégal, l'année dernière encore, en un an, les superficies d'arachide ont augmenté de 25 %, celles des cultures vivrières de 16 %.

Ce sont donc les conséquences de l'exploitation éhontée de ces pays par une poignée de grosses sociétés, parmi lesquelles les sociétés françaises comme Lesieur, tiennent une bonne place, qui menacent aujourd'hui tout un continent de famine.

Laurence VINON

## Bluff

« Sans doute, sans le PS, il n'y aurait pas de ministres communistes au gouvernement, mais sans le Parti Communiste, il n'y aurait pas de président de la République socialiste », déclarait Georges Marchais le 2 mai dernier, répondant à Jospin qui, deux jours plus tôt, à la séance de clôture de la convention « Entreprises » du Parti Socialiste, s'était vanté que « c'est grâce à nous qu'il y a des ministres communistes au gouvernement ».

Voilà peut-être bien la réponse du berger à la bergère, mais à une différence près, cependant, et elle est de taille. C'est bien en effet grâce aux électeurs du Parti Communiste que Mitterrand est aujourd'hui assis dans le fauteuil présidentiel, mais désormais le PCF n'a aucun moyen de l'en déloger, pas d'ici deux ans, date des prochaines élections présidentielles, en tout cas. Par contre, la situation des quatre minis-

tres communistes sur leurs strapontins gouvernementaux est autrement plus instable. Car, oui, c'est toujours et seulement par la grâce du Parti Socialiste et de Mitterrand qu'ils y sont assis. C'est Mitterrand qui en reste maître et qui peut parfaitement décider, y compris à coups de pied dans le derrière, de les en déloger, si leurs occupants communistes ne montraient pas l'échine assez souple à son goût !

Alors, de telles fanfaronnades de la part de Marchais peuvent peut-être apporter un peu de baume au cœur de certains militants et sympathisants du Parti Communiste. Mais elles n'en sont pas moins une duperie. Car elles ne changent rien au fait que le PCF, avec ses quatre ministres, est aujourd'hui l'otage — consentant certes, mais otage quand même — du Parti Socialiste.

L.P.



# Les syndicats cherchent à enfermer les mineurs en grève dans l'impasse du corporatisme

La grève des mineurs britanniques, qui avait démarré le 5 mars contre les suppressions de postes, en est maintenant à sa huitième semaine. C'est le plus long mouvement qu'aient connu les mines de ce pays depuis plus d'un demi-siècle, en fait depuis la grève générale de 1926 dont les mineurs avaient justement été le fer de lance. Et malgré la volonté réaffirmée du gouvernement Thatcher de ne rien céder aux grévistes, on a assisté pour la première fois la semaine passée à quelques ouvertures de la part des Charbonnages britanniques.

## La tactique des charbonnages contre l'élargissement du mouvement

Il y a eu d'abord la déclaration faite par le président des Charbonnages, indiquant aux représentants de deux petits syndicats d'ingénieurs qu'il n'était pas hostile à une rediscussion du calendrier des fermetures de puits. Puis celle de l'un de ses adjoints, qui a suggéré à la presse qu'il serait possible de revoir non seulement le plan de fermeture, mais également le nombre des puits fermés, dans le cadre de négociations, région par région, prenant en compte les difficultés particulières de chaque bassin.

Ces ouvertures sont bien sûr très loin des revendications des grévistes, à savoir le maintien en activité des puits menacés de fermeture. Mais surtout, elles ne constituent même pas l'indication que les Charbonnages aient l'intention de reculer sur quoi que ce soit.

En fait, ces déclarations sont intervenues, comme par hasard, au lendemain de l'assemblée nationale des délégués de puits qui, pour la première fois, a lancé un appel formel à la grève générale dans toutes les mines du pays, y compris dans le seul bassin important qui n'était pas encore en grève, celui du Nottinghamshire. L'enjeu des journées qui ont suivi cet appel était dès lors de savoir si ce bassin allait ou non rejoindre le mouvement. Et en lançant l'idée d'une négociation, qui plus est région par région (le Nottinghamshire n'est pas concerné par le plan de suppressions d'emplois), les Charbonnages espéraient visiblement

priver les partisans de la grève de leur principal argument : c'est-à-dire la volonté affirmée jusqu'alors par le gouvernement d'appliquer son plan, quoi qu'il advienne.

## Le fossé se creuse entre grévistes et non-grévistes

Depuis, on a assisté à une bataille de chiffres, par médias interposés, entre les Charbonnages et le NUM, le syndicat des mineurs. Alors que le syndicat annonçait 12.000 grévistes dans le Nottinghamshire, les Charbonnages en reconnaissent tout au plus 3.000, sur les 34.000 mineurs que compte la région.

Mais, par-delà ces chiffres contestés, il semble que le fossé qui sépare les mineurs partisans de la grève de ceux qui y étaient opposés se soit profondément creusé dans le Nottinghamshire. On l'a vu en particulier le 1<sup>er</sup> mai, lors d'un meeting organisé par le NUM à son siège régional de Mansfield, où plusieurs milliers de manifestants anti-grévistes, convoqués par un groupe de dirigeants syndicaux locaux, sont venus conspuer le président du NUM, Arthur Scargill. Sans doute les Charbonnages ont-ils singulièrement facilité les choses aux adversaires de la grève, en particulier en incitant les mineurs à prendre un congé ce jour-là (le 1<sup>er</sup> mai n'est pas férié en Grande-Bretagne) et en mettant ses cars de transport à leur disposition. Mais, quoi qu'en disent les dirigeants du NUM, le mouvement d'hostilité à la grève semble avoir trouvé des troupes parmi les mineurs et être plutôt en train de se renforcer.

Quoi qu'il en soit le seul fait que les mineurs du Notting-

hamshire n'aient pas massivement rejoint la grève, comme l'escomptaient les dirigeants du NUM, semble avoir entraîné un certain tassement du mouvement, qui s'est manifesté par une augmentation du nombre de puits en activité — 46 sur 173, à la fin de la semaine passée — et surtout par une diminution de l'activité des piquets de grève volants.

## Les syndicats multiplient les gestes symboliques...

Il faut dire que la politique des syndicats, comme celle du Parti Travailliste, est peu susceptible de relancer le mouvement. En fait, elle se limite à multiplier les gestes symboliques sans grande portée. C'est ainsi que les Trades Unions d'Ecosse ont décidé d'organiser une journée de soutien aux grévistes. Mais au lieu de choisir la date du 1<sup>er</sup> mai, comme tout le monde s'y attendait, et d'appeler à une grève de solidarité, ils ont choisi le 9 mai et se contentent d'appeler à des rassemblements. Quant au Parti Travailliste, il vient de demander à tous ses membres de verser 50 pences (6 francs) par semaine à la caisse de grève « pour nourrir les enfants des grévistes ». Le ton général de ces prises de position en faveur de la grève est si peu combatif que même ceux qui en étaient les plus fervents adversaires ne craignent pas de s'y associer : comme l'AUEW, le syndicat des métallos, qui vient de se prononcer en faveur d'une journée nationale d'action en soutien aux mineurs.

Mais ce n'est pas avec ces gestes symboliques que les mineurs peuvent se sentir renforcés. Car leur principal problème est celui de l'isolement de leur mouvement, cet isolement qui renforce la pression des difficultés économiques et

de la menace du chômage jusque dans leurs propres rangs.

## ... Mais maintiennent la grève dans l'isolement

Or il serait sans doute possible de rompre cet isolement. Sur ce plan, l'exemple de la sidérurgie est significatif. Fin avril, la presse a rendu public un plan de la direction de British Steel, le trust nationalisé de l'acier, qui devrait se traduire par la suppression de 15.000 emplois (sur 70.000) et par la fermeture de 3 aciéries d'ici 1985. Au lieu de profiter de l'occasion pour s'adresser aux ouvriers de la sidérurgie en les appelant à joindre leurs forces à celles des mineurs, les dirigeants « de gauche » du NUM et ceux « de droite » de l'ISTC, le syndicat de la sidérurgie, se sont bornés d'un commun accord à marchander sur la quantité de charbon que les piquets de grève des mineurs devaient laisser rentrer dans les aciéries menacées de fermeture. Tant et si bien qu'aujourd'hui on en arrive à une situation où les incidents se multiplient aux portes des aciéries, non plus comme auparavant entre mineurs et forces de police, mais entre mineurs et sidérurgistes !

Et il y a encore bien d'autres travailleurs auxquels les syndicats pourraient faire comprendre dès maintenant qu'ils auraient tout intérêt à joindre leurs forces à celles des mineurs. Par exemple les fonctionnaires et les enseignants, qui sont engagés dans des grèves tournantes sur les salaires, de même que les postiers, qui sont en train de voter pour ou contre l'organisation d'un mouvement national. A tous ces travailleurs les syndicats devraient rappeler que les mineurs eux aussi refusent, outre les suppressions d'emplois, les misérables 3,2 % d'augmenta-

tion que leur propose le gouvernement.

## Malgré son isolement, la grève reste puissante

Quoi qu'il en soit, malgré le tassement qu'il semble manifester, le mouvement des mineurs reste puissant. Aux dires mêmes des Charbonnages, 140.000 mineurs sont toujours en grève. Et cela se sent dans le pays. Quoi que puissent dire les Charbonnages sur l'importance des stocks de charbon, cela peut ne pas être décisif : en 1972 et en 1974, les mineurs avaient bien remporté la victoire, malgré des stocks de charbon similaires. Ce qui avait été décisif à l'époque, cela avait été la capacité des piquets de grève des mineurs à empêcher l'utilisation de ces stocks, grâce aux gestes de solidarité de centaines de milliers d'autres travailleurs.

Certes, aujourd'hui, les piquets de grève sont loin d'atteindre la même importance qu'à l'époque. Mais ils ne sont pas négligeables, comme le montrent la fermeture de l'une des plus grandes centrales thermiques de la région de Londres et la quasi-disparition du charbon domestique dans le nord du pays, où les particuliers sont contraints de recourir à la tourbe pour se chauffer.

Mais surtout ce qui sera sans doute décisif pour la suite du mouvement et pour la cohésion des mineurs eux-mêmes, c'est le soutien du reste de la classe ouvrière britannique, un soutien dont les mineurs ont déjà le plus grand besoin. C'est là l'enjeu des semaines qui viennent. Et pour remporter cet enjeu, les mineurs ne pourront compter sur aucune aide de la part de leurs dirigeants syndicaux, qu'ils se réclament de la gauche ou de la droite syndicales.

François ROULEAU



« Sauvez les puits » dit la pancarte brandie par ces mineurs

(Photo AFP)



## — ESPAGNE —

### Pas de meilleur chantre du capital que Gonzalez

Jeudi 26 avril, le président du gouvernement socialiste espagnol Felipe Gonzalez affirmait devant la Confédération des patrons madrilènes : « Le système capitaliste est le meilleur que nous ayons, le moins mauvais, celui qui fonctionne le mieux ». Devant ce parterre choisi, il vanta également l'initiative privée et se prononça pour la réduction du secteur public.

Le lendemain, devant l'association des journalistes économiques espagnols cette fois, il réaffirma l'intention de son gouvernement de payer le prix social d'une politique économique de rigueur, au risque de l'impopularité.

Mais on peut tout de même remarquer qu'en s'adressant aux patrons Gonzalez ne prenait pas beaucoup le risque d'être contredit ou conspué, vu que tous sont bien d'accord pour faire trinquer la popula-



Gonzalez : du coffre pour célébrer le capitalisme. (UPI)

tion laborieuse.

Pour ce qui est de se montrer serviles vis-à-vis des patrons, les gouvernements socialistes peuvent se tendre la main par-dessus les Pyrénées.

M.C.S.

## — SUISSE —

### Il y a un os dans le fromage



Assemblée devant l'église : les montagnards sont là, bras levé (pas tous)... contre le droit de vote pour les femmes. (UPI)

Dimanche 29 avril, pour la cinquième fois en douze ans, les citoyens du demi-canton suisse d'Appenzell Rhodes-externes ont refusé à main levée d'admettre les femmes à leur assemblée générale. La proposition rejetée demandait l'organisation d'un vote, ouvert aux femmes aussi bien qu'aux hommes, sur l'introduction du suffrage féminin en ce qui concerne les affaires cantonales (pour les affaires fédérales, les femmes ont le droit de vote depuis 1971). Mais où va-t-on,

si on demande aux femmes ce qu'elles pensent du suffrage féminin ?

Les citoyens des deux demi-cantons montagnards d'Appenzell (60.000 habitants au total) sont en Suisse les seuls à refuser encore le vote des femmes.

La civilisation n'a pas encore réussi à pénétrer dans ces montagnes où les hommes sont, semble-t-il, demeurés à l'époque de « Tarzan dans les mines de gruyère » !

V.G.

## — ALLEMAGNE FÉDÉRALE —

### La bataille pour les 35 heures aura-t-elle lieu ?



Des travailleurs de la métallurgie lors d'une précédente journée de grève pour les salaires (UPI)

En Allemagne fédérale, les syndicats agitent la perspective de la bataille pour la semaine de 35 heures. L'IG Metall, la puissante fédération de la métallurgie (rattachée à la confédération syndicale DGB) qui avec ses 2,5 millions d'adhérents est fière d'être la plus grande fédération du monde, se lance au lendemain de ce 1<sup>er</sup> mai dans une consultation de sa base sur le recours à la grève générale. D'après la réglementation en vigueur en Allemagne, une grève générale en effet n'est possible que si 75 % des membres du syndicat l'approuvent. L'IG Metall a commencé la première consultation, tout d'abord en Hesse et dans le nord du Bade-Wurtemberg, régions réputées combattives et où, il y a six ans, des grèves menées sur les conditions de travail avaient rencontré un large écho. La grève pourrait se dérouler aux environs du 15 mai et serait le couronnement de toute une campagne qui dure maintenant depuis des mois.

Devenue cheval de bataille de la DGB, la revendication de la semaine de 35 heures sans diminution de salaire a été introduite dans les négociations salariales entre patronat et syndicat qui ont commencé à la mi-décembre, négociations qui portent sur le renouvellement des conventions collectives et ont lieu région par région. Plus de 70 rencontres entre représentants du patronat et représentants du syndicat ont déjà eu lieu dans toute la RFA. Elles se sont toutes heurtées à une fin de non-recevoir de la part du patronat allemand. Il ne veut pas entendre parler d'une remise en cause de la semaine de 40 heures et refuse au cours des négociations d'entamer ne serait-ce que la discussion sur le chapitre. Les représentants du patronat s'en tiennent à leur offre d'augmentation de 3,3 % des salaires, à la retraite anticipée (à partir de 58 ans) et au temps de travail flexible.

#### LES 35 HEURES PAR PALIER

Depuis le début de l'année 1984, on assiste donc au fil des semaines à la répétition du même scénario de rencontres, de ruptures de négociations sur le problème des 35 heures, de

menaces de grève générale de la part des syndicats, accompagnées aussi d'offres de compromis sur la semaine de 35 heures. C'est ainsi que l'IG Metall (modèle sur lequel s'alignent ensuite toutes les autres branches industrielles) s'est montré prêt à discuter sur les modalités d'application de la semaine de 35 heures, qui pourrait se faire par palier, les syndicats proposant par exemple la semaine de travail diminuée de 2 heures et demie assortie d'une augmentation de salaire de 1 %, ou bien une diminution de 1 heure seulement accompagnée d'une plus forte augmentation de salaire.

Jusqu'ici les patrons ont opposé un refus intraitable. Alors que les syndicats proposaient de discuter sur la base de ces compromis, ils se sont lancés dans une campagne contre la semaine de 35 heures : « La concurrence japonaise salue la semaine de 35 heures » ou le dernier slogan : « Les 35 heures, c'est le chemin qui conduit à la pauvreté », qu'ils assortissent parfois de menace de lock-out pour répondre à la menace de grève lancée par les syndicats.

Le gouvernement du chancelier Kohl a pris ouvertement fait et cause pour eux et a fait approuver par le Parlement le décret sur la pré-retraite à 58 ans, qui devrait rentrer en vigueur dès le début du mois de mai.

Le gouvernement passant, par-dessus les syndicats et ne leur laissant plus rien à négocier, les syndicats ont donc été contraints de durcir leur position et de monter le ton d'un cran.

#### MOUVEMENTS PAR BRANCHE ET PAR REGION

C'est ainsi qu'au mois de mars toute une série de grèves d'avertissement plus ou moins bien suivies se sont produites un peu partout en Allemagne et que l'IG Metall lançait le 29 mars son ultimatum de grève générale dans la métallurgie et la sidérurgie si le patronat refusait d'ouvrir des négociations. Cet ultimatum toutefois était tempéré par le fait que l'IG Metall lançait des grèves d'avertissement ou des journées d'action région par région et toujours limitées dans le temps. Le 27 mars, journées d'action

dans le Schleswig-Holstein, le 30 à Brême et en Basse-Saxe, le 2 avril à Kehl, les jours suivants à Hambourg, etc. A cela s'ajoutent des grèves d'avertissement contre les heures supplémentaires, qui sont également limitées et ont lieu aussi région par région. Au mois d'avril, les grèves d'avertissement continuaient, relayées par le deuxième grand syndicat allemand, celui de l'imprimerie « IG Druck und Papier », et plus de 30 imprimeries furent paralysées pendant 24 heures à Francfort, Cologne, Düsseldorf et Hambourg, empêchant la sortie des journaux. Des journées d'action ou des grèves d'avertissement ont également eu lieu dans le secteur des banques, des assurances, du commerce et ont même touché les services publics.

On assiste donc à une multiplication et à une extension au fil des mois de ces mouvements. Certains journaux affirment que 20 % seulement des travailleurs participent à ces grèves ou journées d'action et, au moment où plus de 10 % des travailleurs sont touchés par le chômage (qui dans des régions industrielles comme la Ruhr touche jusqu'à 15 % de la population active), l'heure est plutôt à la crainte de perdre son emploi.

Toujours est-il que, même si la combativité des travailleurs est limitée, les syndicats allemands s'arrangent pour fractionner la lutte et pour la faire traîner en longueur, de façon à ne rien faire qui renforce réellement la combativité ouvrière. Face à la crise et à l'attitude du patronat qui, contrairement à toute la période précédente, ne leur fournit plus de « grain à moudre », selon l'expression chère à Bergeron, face au mécontentement des travailleurs victimes du chômage et de la régression de leur niveau de vie, les syndicats allemands, spécialistes en « cogestion » et en « concertation », doivent aujourd'hui parler aussi de grève. Mais de là à la faire véritablement, ou à lui donner toute son efficacité, en utilisant toute la pression de la classe ouvrière allemande, il y a encore une distance que ne franchiront pas les bureaucrates ouvriers. Reste à savoir si la classe ouvrière allemande se cantonnera aux limites qui lui sont fixées.

Marie ANTONIN



# Kadhafi : l'épouvantail libyen

La presse française s'est fait fort, depuis l'intervention militaire au Tchad, de dénoncer « l'ingérence » de Kadhafi dans ce pays. Et la récente expulsion par la Grande-Bretagne des diplomates libyens a encore donné des arguments à ceux qui voudraient présenter la Libye de Kadhafi comme un gouvernement qui a entrepris de « déstabiliser » l'ordre établi par les puissances occidentales.

Kadhafi, au pouvoir depuis 1969, ne s'est guère privé de s'auto-proclamer révolutionnaire. A coups de déclarations fracassantes et de décisions spectaculaires, comme la nationalisation de certaines compagnies pétrolières ou l'évacuation des bases américaines, Kadhafi a fini par incarner aux yeux de beaucoup, dans les milieux nationalistes africains ou arabes, une sorte de modèle radical, anti-impérialiste, voire même progressiste. D'autant plus d'ailleurs que les dirigeants impérialistes, eux, en font volontiers le bouc émissaire, responsable et fauteur de la subversion internationale.

Qu'en est-il exactement ?

## La Libye d'avant 1969 : une indépendance factice

L'indépendance accordée le 24 décembre 1951, sous la monarchie du roi Idriss, n'allait être qu'une indépendance de façade. Plus que le gouvernement libyen, ce sont les intérêts impérialistes qui firent la loi dans ce pays.

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le niveau de vie de la population libyenne était estimé à 15 dollars par an par habitant, un des plus bas des pays arabes. 94 % de la population était illettrée, 40 % souffrait du trachome.

La Grande-Bretagne, qui avait pris pied en Libye lors de la Deuxième Guerre mondiale, y gardait une présence militaire. Et elle partageait depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale avec les USA la base de Wheelus Field.

L'ancien et le nouveau gendarme du monde n'avaient d'ailleurs pas qu'une présence militaire en Libye.

En 1953, un traité d'alliance de 20 ans était signé entre la Grande-Bretagne et la Libye. Il garantissait la présence de troupes britanniques en Libye et scellait des accords financiers et économiques entre ces deux pays.

En 1954, un accord USA-Libye était signé. Il reconnaissait aux USA des facilités militaires et prévoyait une coopération économique.

En 1955, le plan des USA au Moyen-Orient, répondant à la signature d'accords entre l'Egypte et l'URSS, englobait la Libye et lui accordait une contribution américaine de 23 millions de dollars.

La France, elle, conservait une garnison au Fezzan jusqu'en 1951, et signait un accord de coopération économique avec la Libye en 1953.

Et l'Italie versait en 1955 2 750 000 livres sterling à titre de dommages de guerre et obtenait en échange la reconnaissance de la propriété des anciens colons italiens.

Mais, plus que tout, ce fut le boom pétrolier de l'après-guerre qui scella la mainmise des capitalistes occidentaux sur la Libye.

Dès les années 1930, sous la domination italienne, des tra-

ces de pétrole étaient trouvées en Libye. Dès 1935, les premiers travaux de forage y étaient entrepris par des équipes italiennes. Après la Seconde Guerre mondiale, la Standard Oil reprenait les travaux de recherche en Libye.

9 compagnies obtenaient des permis de prospection en 1953. Le système de concessions avec partage des bénéfices à 50 % entre les compagnies et l'Etat libyen, après déduction des coûts d'investissements, était estimé si fructueux qu'un véritable rush des compagnies aboutissait en 1958 à l'allocation de la moitié du territoire libyen en 73 concessions à 14 compagnies, dont une majorité d'américaines.

En juin 1959, le pétrole jaillissait d'une concession d'Esso. En 1961, la Libye exportait sa première cargaison de pétrole en direction de la Grande-Bretagne.

La faible distance entre la Libye et l'Europe, la qualité du pétrole libyen faible en soufre, la faiblesse des coûts d'exploitation des gisements, firent de la Libye un enjeu de choix pour les compagnies pétrolières.

Au moment où Kadhafi prend le pouvoir, en 1969, les investissements américains, les plus importants, étaient de 1,2 milliard de dollars. Esso, Oasis et Occidental y assuraient 70 % de la production de pétrole. Les principaux acheteurs étaient la RFA (26 %), l'Italie (22 %), la Grande-Bretagne (13 %), la France (11 %), les USA dont les compagnies étaient prépondérantes en Libye n'achetant, eux, que 5 % du pétrole libyen. Les redevances payées par les compagnies à l'Etat libyen atteignaient 396 millions de livres sterling en 1969, mais les profits des compagnies étaient alors estimés au quintuple.

Et si en Libye on commençait à voir rouler des voitures, apparaître le luxe, la majeure partie de la population restait écartée de la manne du développement pétrolier. Seule une petite partie de la population profitait de la petite part que les capitalistes occidentaux laissaient en Libye. La corrup-



Selon les puissances occidentales, il menace de déstabiliser toute une partie du monde... (SIPA)

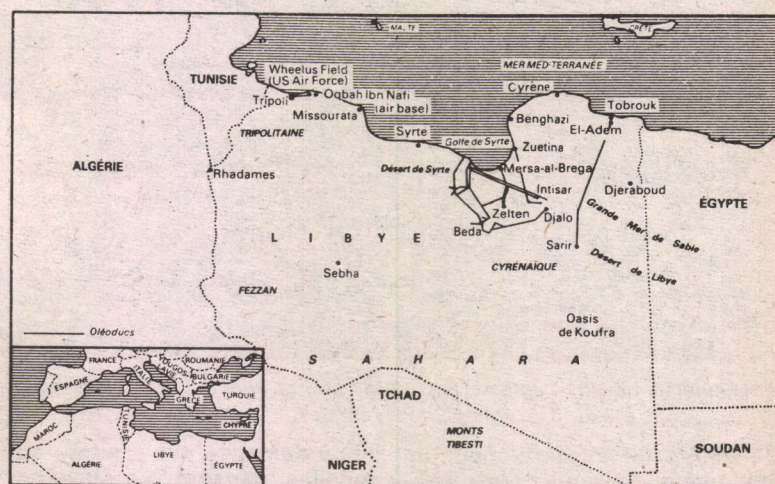
tion, les intrigues de palais leur ouvraient le pays. Des milliers de paysans, de nomades, quittaient les campagnes pour affluer vers les villes. Et les villes se mettaient à ressembler aux métropoles des pays sous-développés, grossies de bidonvilles dans leurs faubourgs. La spéculation immobilière se

développait dans les villes. La production agricole chutait. L'inflation devenait chronique. Le développement économique, loin de moderniser l'ensemble de la société, rendait encore plus criantes ses contradictions.

Telle était la situation à l'avènement de Kadhafi.



Le régime ne s'appuie pas seulement sur l'adhésion de la population mais aussi sur des comités chargés de l'encadrer (AFP)



**LA LIBYE**  
Superficie : 1 759 540 km<sup>2</sup>  
Frontières avec :  
l'Egypte : 1 080 km  
l'Algérie : 1 000 km  
le Tchad : 1 000 km  
la Tunisie : 480 km  
le Soudan : 380 km

Population : 2 800 000 habitants (1979).  
Tripoli : 850 000  
Benghazi : 450 000  
Tripolitaine (72 % de la population)  
Cyrénaïque (23 %)  
Fezzan (5 %).



# La révolution modèle Kadhafi

Le 1<sup>er</sup> septembre 1969, le régime du roi Idriss était renversé par un coup d'Etat mené par de jeunes officiers, dont le colonel Kadhafi.

Né dans le désert en 1942, Kadhafi abandonne très tôt des études universitaires pour entrer dans l'armée. Envoyé en Angleterre pour y parfaire sa formation, il y rencontre d'autres jeunes officiers qui sont comme lui révoltés par la mainmise de l'impérialisme sur leur pays et la corruption qui y règne.

Pour ces jeunes officiers, le modèle est Nasser, un colonel qui a renversé quelques années plus tôt la monarchie égyptienne et s'est fait le champion du nationalisme arabe.

Kadhafi présente ainsi son programme au journal *Le Monde* en novembre 1973 : « *Nous voulons répandre l'esprit de l'Islam. (...) J'estime (...) que nos groupements humains, pays, nations, se sont édifiés sous l'impulsion de deux facteurs fondamentaux : le nationalisme et la religion. (...) Nous infirmons l'explication marxiste de l'histoire, parce que nous connaissons l'histoire et nous savons qu'elle est fondée sur les nationalismes et les religions.* » Et par ailleurs il définissait dans un discours prononcé en avril 1976 sa tâche en ces termes : « *Créer un socialisme islamique, émanation d'une nation musulmane basée sur les pré-*

*ceptes du Coran, loin du capitalisme exploiteur et du communisme totalitaire.* »

Comme leur modèle Nasser, Kadhafi et ses compagnons rejettent le marxisme et prétendent rejeter le capitalisme au nom d'une troisième voie. Aussi les auteurs du coup d'Etat se proclament « *officiers libres* » et reprennent le slogan de l'Egypte nassérienne : « *Liberté, socialisme, unité* ».

Se calquant sur l'Egypte nassérienne, les colonels libyens promulguent une Constitution qui instaure le régime du parti unique, l'Union Socialiste Arabe, interdisant tous les autres partis.

Le ton du nouveau régime libyen est radical. Face aux impérialismes, Kadhafi affirme la souveraineté libyenne : c'est l'évacuation des bases militaires anglaises et américaines. Et l'Etat impose son contrôle aux grandes compagnies pétrolières anglo-américaines.

Mais le système capitaliste reste en vigueur dans le pays.

Et Kadhafi a beau déclencher en 1973 la « *révolution culturelle* », base d'une « *véritable révolution populaire* », le régime ne rencontre pas, semble-t-il, l'adhésion de l'ensemble de la population. Des « *comités révolutionnaires* » sont mis sur pied, chargés de surveiller les cadres administratifs, les fonctionnaires, mais aussi les intellectuels.

Sous couvert de faire exercer

« *le pouvoir du peuple par le peuple* », les « *comités révolutionnaires* » ont pour tâche d'obliger la population « *à participer* ». De l'avis du journaliste du *Monde*, Paul Balta, « *les résultats sont mitigés en ce qui concerne l'administration et la gestion* » et cela ne semble pas avoir rendu les fonctionnaires beaucoup plus zélés.

Par contre, sous couvert de guerre contre les profiteurs de l'ancien régime, de la dénonciation des richesses occultes, de guerre au marché noir et aux trafiquants, notamment contre les boutiquiers pour qu'ils laissent la place aux magasins à grande surface gérés par ces mêmes comités populaires, est déclenchée une chasse aux opposants. Certains sont même assassinés à l'étranger, pour mieux convaincre les autres de regagner le bercail.

Plusieurs tentatives de putsch militaire, dont la première en 1975 et la dernière en août 1980, ont eu lieu. Mais Kadhafi a réussi jusque-là à se débarrasser de ses adversaires, aussi bien dans l'armée que dans l'appareil d'Etat, et à rester jusqu'à aujourd'hui le maître du pays.

## Difficile de faire le bonheur du peuple à sa place

Le numéro deux du régime, le commandant Jalloud, qui est aussi le plus ancien compagnon de Kadhafi, dans une interview au *Monde* de décembre 1980, constate que le principal point faible du régime est qu'il n'a pas le soutien total du peuple :

« *En 1963, nous rêvions d'une révolution populaire comme celle qui s'est produite depuis en Iran. Constatant que ce n'était pas possible, nous sommes entrés dans l'armée avec l'intention de changer l'ordre des choses. Mais la philosophie de notre projet initial s'en trouvait radicalement modifiée : c'est une avant-garde qui, en 1969, a réalisé la révolution, et elle continue à l'animer. C'est là notre point faible.*

Nous voudrions que le peuple s'assume, mais nous nous rendons compte qu'un effacement de l'avant-garde serait mortel pour la révolution. D'abord, il n'est pas fréquent dans l'Histoire que l'élite restitue d'elle-même le pouvoir au peuple. Ensuite, le peuple, qui a reçu la révolution sur un plateau d'argent, hésite à consentir des sacrifices pour la défendre comme le feraient des déshérités. »

Jalloud reconnaît que ce n'est pas le peuple qui dirige, mais justifie que ce soit une minorité de gens comme lui qui le fasse en son nom.



Les « milices populaires » pour le symbole...

(Frilet)

## Un nationaliste, radical et réactionnaire

Kadhafi et ses compagnons représentent une tendance du nationalisme radical qui s'est servi de l'appareil d'Etat pour acquérir une marge d'indépendance politique par rapport à l'impérialisme.

Grâce aux revenus considérables que le pétrole procure à l'Etat et du fait de la faible population du pays, Kadhafi a pu s'offrir le luxe d'équiper l'appareil d'Etat et de renforcer principalement l'armée.

Passée en dix ans de 20 000 à 50 000 hommes, dotée de près de 2 000 chars et blindés, de quelque 150 Mirage français et de bombardiers soviétiques, l'armée libyenne est une des mieux équipées d'Afrique.

Cela permet à Kadhafi de jouer un rôle sur le plan international. Ses interventions en Tunisie, au Sahara Occidental et actuellement au Tchad en sont une illustration.

Mais évidemment, cette armée très puissante est le principal soutien de la dictature de Kadhafi. Et dans un récent discours traçant les grandes lignes du plan quinquennal 1981-85, ce dernier déclarait : « *L'appel à la militarisation des établissements scolaires et des entreprises est une décision révolutionnaire et une question fondamentale. (...) Les provocations militaires à nos frontières sont telles qu'il n'est pas possible d'éviter la mobilisation générale.* »

L'embrigadement de toute une population au nom du Coran, c'est à cela que se

résume le programme prétendument révolutionnaire de Kadhafi.

Certes Kadhafi fait figure de bête noire des pays impérialistes car il défend les prérogatives de son Etat national. A ce titre, il peut rencontrer une popularité certaine, car il ne se comporte pas en plat valet des intérêts impérialistes, comme tant d'autres dirigeants des anciens pays coloniaux. Mais Kadhafi ne se propose pas de détruire l'impérialisme ; il cherche tout juste à composer avec.

Cela ne fait pas pour autant du régime libyen un pays progressiste. C'est à coups de Coran, ou de fusil, que le régime libyen impose à sa population ses théories fumeuses et moyenâgeuses, comme le sont toutes les théories religieuses. Et au besoin contre sa volonté.

Les assassinats d'opposants à l'étranger, les nombreux procès qui se sont déroulés en Libye en sont la triste illustration. En Libye, il ne fait pas bon être opposant. Mais il ne fait pas bon non plus d'être tout simplement ouvrier. Ceux-ci n'ont le droit ni de se syndiquer librement, ni de faire grève. Le seul droit que le régime leur reconnaît est celui de se faire exploiter. La révolution de Kadhafi s'est bien gardée de toucher à l'ordre social existant. Le « *socialisme islamique* » de Kadhafi est en fait une dictature contre les classes pauvres.

... L'armée pour la réalité du pouvoir

(Frilet)



## L'atout pétrolier

Avec des réserves évaluées à quatre milliards de tonnes, d'un accès facile, le pétrole et le gaz naturel font de la Libye un pays aux richesses considérables. Kadhafi, dès sa prise du pouvoir, n'hésite pas à utiliser l'arme du pétrole.

Dès 1970, Kadhafi oblige les compagnies pétrolières à augmenter leurs prix et réduire leur production. Par la suite la Libye, après avoir nationalisé les actions de BP-Libye, prit des participations majoritaires dans les grandes compagnies. Très vite la Libye apparaît comme un des chefs de file des « *durs* » de l'OPEP, avec l'Algérie.

Cette politique de Kadhafi était favorisée par la fameuse crise du pétrole des années 1970, où les compagnies ont elles-mêmes accepté, voire proposé des prix en hausse à la production, pour justifier des hausses encore plus importantes à la consommation.

Le radicalisme de Kadhafi paraissait courageux, mais surtout efficace.

Grâce à l'augmentation des revenus pétroliers, la Libye a entrepris des projets ambitieux. Depuis 1970, des millions d'hectares de désert ont été irrigués, plantés d'arbres.

Une des réalisations les plus prestigieuses est la transformation d'oasis du Sud, où des rampes réglées électroniquement, selon la culture et la saison, arrosent des centaines d'hectares.

Des milliers de kilomètres de

routes bitumées ont été construits. Sur le plan social, nombre de traits de l'ancien régime ont été effacés. La gabegie d'une frange de possédants ne s'étale plus au grand jour, face à la misère du reste de la population, comme dans tant d'autres pays sous-développés. La population a connu une relative élévation de son niveau de vie, qui est devenu le plus élevé d'Afrique.

95 % des enfants sont scolarisés et deux cent mille logements ont été construits. Et c'est à mettre à l'actif d'un régime qui a permis que les richesses venant du pétrole ne tombent plus, en quelque sorte à fonds perdus, dans les poches d'une minorité de possédants.

Kadhafi a pu, les revenus pétroliers aidant, utiliser l'argent qui lui restait, une fois les dépenses de l'appareil d'Etat assurées, apporter quelques changements dans la vie de la population. Il a fait des Libyens, du moins de la fraction sédentaire de la population (les trois quarts), sinon des rentiers du pétrole, du moins des pauvres un peu moins pauvres que ceux des pays voisins.

D'ailleurs, l'essentiel des activités économiques et du travail salarié est assuré, du coup, par des travailleurs immigrés venus des pays voisins, Egypte, Tunisie, Tchad... Les immigrés, eux, sont sous-payés et sur-exploités. Et c'est eux aussi qui favorisent la relative aisance de la population libyenne.



**SNCF**

# Grève aux ateliers TGV de Paris-Conflans et de Villeneuve-Saint-Georges

Dès le 3 juin prochain, 70 000 cheminots, sur les 250 000 que compte la SNCF, devraient voir leur horaire de travail ramené de 39 à 35 heures.

Si l'arrêté ministériel réglementant l'application de cette mesure est bien paru le 4 avril dernier, la direction de la SNCF ne s'empresse pas d'annoncer la mise en place des nouveaux roulements, à Paris-Conflans comme dans beaucoup d'autres établissements.

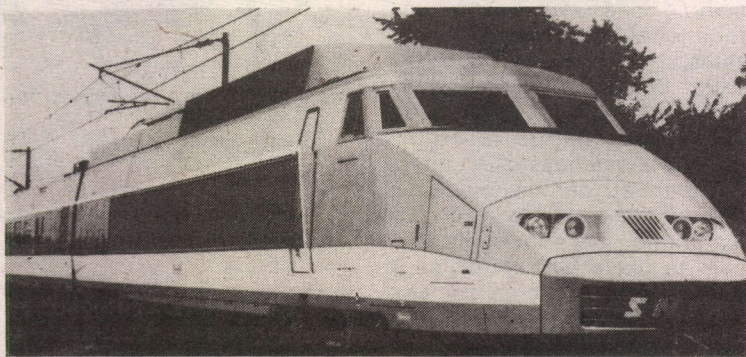
Le ministère laisse aux directions locales le choix entre la réduction journalière, l'attribution de repos compensateurs, ou bien la combinaison des deux.

A Paris-Conflans, la majorité des équipes travaille en 3x8 et effectue l'entretien des TGV.

A l'initiative des syndicats CGT et CFDT, un roulement comprenant des journées de 8 heures et 136 repos circulait sur les chantiers : roulement approuvé par tous les cheminots de Paris-Conflans, car il représente une amélioration réelle des conditions de vie.

Mercredi 25 avril se tenait une réunion du Comité d'entreprise où on apprenait que la direction refusait de discuter du roulement proposé, et ne s'en tenait qu'au sien. C'est-à-dire : une réduction journalière du temps de travail, soit 7 h 35 avec 119 repos ou 7 h 30 avec 116 repos.

Face à notre mécontentement, les syndicats nous



appelaient à Paris-Conflans à un débrayage dès jeudi 26 avril à 22 h, veille du pont du 1<sup>er</sup> mai. La quasi-totalité des équipes partaient en grève toute la nuit, paralysant ainsi en partie la circulation des TGV.

Vendredi 27 avril, les équipes de matinée se joignaient à la grève.

Par ailleurs, aux Ateliers TGV de Villeneuve-Saint-Georges, qui font partie du même établissement que Paris-Conflans, nous étions environ 50 % à débrayer pour la journée par solidarité, alors que nous travaillions presque tous en normale. A l'AG du matin, régnait une chaude ambiance, certains d'entre nous parlaient de bloquer les TGV à l'atelier et en gare de Paris-Lyon. Suite à l'AG, c'est à 70 que nous sommes allés en délégation à la direction SNCF régionale, où n'ont été reçus que quatre délégués. La direction refusait de discuter et fixait rendez-vous pour une première négociation l'après-midi, où elle ne vint pas, se contentant de fermer les grilles.

A l'AG de l'après-midi, à Conflans, malgré la volonté de poursuivre la grève, les syndicats ont mis tout leur poids pour faire reprendre le travail, nous demandant d'attendre le résultat de la rencontre avec la direction prévue le lundi 30 avril, et prétextant que nous étions seuls en grève. Les syndicats appliquèrent le même scénario pour l'équipe de nuit.

Le lundi 30 avril, la direction ne cédait toujours rien. A l'AG qui faisait suite, les syndicats ne voulaient pas entendre parler de grève, prétextant une intersyndicale nationale prévue le vendredi 4 mai dans l'après-midi, c'est-à-dire quelques heures avant les grands départs.

A cette AG, beaucoup d'entre nous ne se sont pas gênés pour leur dire leurs quatre vérités : « Vous les syndicats et les fédérations, qu'est-ce que vous foutez ? ». « Au lieu d'organiser le mouvement, vous nous coupez les pattes... ».

Bien que les syndicats ne veuillent pas organiser la grève, beaucoup d'entre nous ne veulent pas en rester là. Une affaire à suivre, donc.

Correspondant LO

## Thomson-Gennevilliers

# Des suppressions d'emploi qui se révèlent bel et bien des licenciements

A Thomson-Gennevilliers, 109 personnes touchées par les premières suppressions d'emploi ont été convoquées par leurs chefs pour s'entendre dire qu'elles étaient de trop.

Parmi elles, des cadres, mais aussi des employés, des ouvriers, des techniciens...

57 ont plus de 55 ans : parmi eux, certains n'ont pas envie de partir, d'autant plus qu'ils ne savent rien sur les conditions dans lesquelles ils vont devoir le faire. Aucune convention avec le Fonds National de l'Emploi n'a été signée, ni n'est en cours de discussion pour les mettre en pré-retraite pour l'instant !

14 personnes ont entre 50 et 55 ans : deux parmi elles sont invalides ; d'autres ont plus de 40 ans. Enfin, 8 délégués sont touchés.

Cela paraît énorme au personnel de la Thomson, qui croyait que, comme lors des restructurations précédentes, Thomson, maintenant nationalisé, mettrait les formes et veillerait à recaser le personnel dans d'autres Thomson, ou au moins licencierait les jeunes en les envoyant en stage...

Non, cette fois, Thomson a bel et bien décidé d'éliminer, après des années d'ancienneté, des gens qui n'ont aucune chance de se recaser, ni dans les autres Thomson, ni ailleurs.

Et la direction a beau dire qu'elle voudrait bien recaser tout le monde, comme elle continue à demander à chacun de se débrouiller individuellement pour trouver un poste dans les autres

Thomson, et que les postes à pourvoir, quand on téléphone, se révèlent en général déjà pris, ou alors ne correspondent pas du tout aux qualifications, tout le monde pense que ce qui se confirme, ce sont des licenciements purs et simples.

Vendredi 27 avril, un débrayage a réuni environ 150 personnes (sur plus de 800, cadres compris). Mercredi 2 mai, le lendemain du pont, un tiers du personnel était en vacances. Une cinquantaine de personnes ont cependant débrayé ce jour-là et ont décidé de tenir une table à la cantine. Pratiquement tout le personnel de Thomson, de toutes les divisions, s'est arrêté pour avoir des informations, dire son indignation...

Pour l'instant, on en est là. A la fin de la semaine prochaine, la direction doit donner la « liste » pour une autre division. 170 personnes seront touchées et, en juin, une dernière liste de 100 personnes pour une troisième division.

Voilà comment on procède dans une entreprise nationalisée, avec comme patron l'Etat et comme PDG Gomez, un ami de Chevènement du Parti Socialiste, nommé par un Premier ministre socialiste se proclamant « l'ami des travailleurs ».

Mais qu'à cela ne tienne, ce n'est tout de même pas ce qui a empêché Fabius de promettre aux Lorrains la participation de Thomson aux 4 000 emplois qui devront être créés dans leur région...

Correspondant LO

## ECHOS DES ENTREPRISES

### Mission impossible au R 312

Sale journée. Il pleuvait. Il écrasa sa cigarette. Le moment était venu de passer à l'action. Il avait pour mission de s'introduire dans l'atelier puis de photographier les plans du moteur thermonucléaire caché dans les ateliers de Championnet. Il était conscient du risque qu'il courait. Plusieurs avant lui avaient échoué. Et cette fois, c'était à son tour de jouer...

Stop, coupez !

La série noire à Championnet, est-ce pensable ? Allez plutôt voir au R 312. En tout cas, cela doit plaire particulièrement aux responsables, puisque l'on ne peut pas faire de photos dans l'atelier — un autocollant est là pour le rappeler. Ils en font tout un cinéma, du R 312, mais qui aurait l'idée de gâcher de la pellicule pour photographier un bus ?

### Boujour l'ambiance

Nous allons avoir droit désormais à six heures « d'expression directe » dans l'année, mais... pour parler du boulot !

Aussi certains copains, qui ont de l'imagination, envisagent de demander carrément de la musique douce et qu'on refasse les peintures de l'atelier en bleu...

Enfin, même si on change le vert pisseux actuel, le mieux, c'est qu'on y reste le moins longtemps possible.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière RATP-Championnet.

## L'aide au retour

### « Un peu d'oseille et tire-toi »

Les médias ont fait grand bruit autour du projet de loi dit d'« aide au retour pour les travailleurs immigrés licenciés économiques » qui choisiraient de retourner au pays.

Outre les conditions d'application qui sont très strictes, il faut en particulier que toute la famille rentre au pays, les conditions financières, elles, sont plutôt maigres. En fait, en tout et pour tout, l'Etat verse 20.000 F, plus le prix du voyage de retour de la

famille. Le reste (le montant des ASSÉDIC, la prime de licenciement) serait de toute façon perçu si le travailleur immigré restait en France. Alors, bien sûr, en ajoutant le tout, on arrive à une somme de 70.000 à 110.000 F suivant les cas !

Mais même cette somme est dérisoire au regard des sommes versées en cotisations, pour la retraite en particulier, que le travailleur immigré qui repart ne récupère pas ; et c'est surtout une

goutte d'eau comparée aux profits faits sur son dos par les capitalistes qui l'ont exploité.

On comprend qu'il y ait peu d'intéressés par cette « générosité » de l'Etat. Un sondage effectué à Citroën avait donné seulement 5 % d'avis favorables au retour dans ces conditions.

Faire semblant de faire du social alors qu'il ne brasse que du vent, c'est la grande spécialité du gouvernement de gauche.

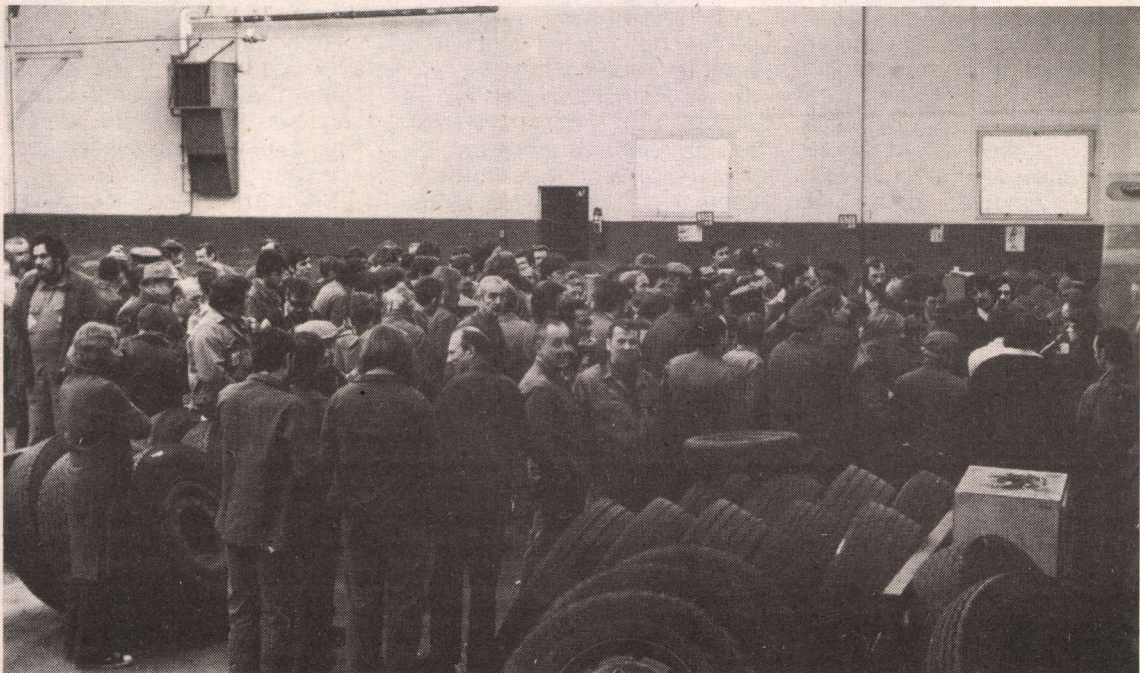
Alain LEMART



**RATP Paris**

DANS  
LES ENTREPRISES

## Les Ateliers de Championnet : un exemple de la politique de la CGT



Une assemblée de travailleurs en janvier 1981.

(Photo LO)

Les bus de la RATP sont réparés aux Ateliers de Championnet, à Paris. 700 personnes y travaillent actuellement. Championnet, de tout temps, a été une entreprise très politisée et un bastion de la CGT et du PCF. Les organisations d'extrême-gauche y sont aussi implantées depuis fort longtemps.

Avant le 10 mai 1981, l'ambiance qui régnait dans l'atelier était particulièrement chaude et c'est la CGT qui donnait le ton. Son influence était considérable et la direction n'en menait pas large. Les cadres ne se risquaient pas dans les ateliers et s'estimaient heureux de ne pas avoir 100 travailleurs donnant coups de poing et coups de pied dans la porte de leur bureau. Parfois, un ingénieur était gardé dans son bureau une journée entière.

Quant aux préavis de grève, c'était une formalité quasi inconnue. Les appels à la grève se faisaient souvent à l'aide d'une corne de brume ou d'un clairon, et tout le monde venait.

En 1980 encore, pour un petit touret d'affûtage vieux de 50 ans que la direction voulait déplacer, 80 travailleurs ont pénétré dans les locaux de la maîtrise de l'atelier. Là, ils se sont emparés d'un bureau et, après l'avoir promené sur 200 mètres, ils l'ont abandonné au beau milieu de la cour de l'atelier.

A la suite de ces événements, cependant, des militants CGT du PCF ont été sanctionnés (mutations dans des dépôts et mises à

pied). Ils ont donc entamé une grève de la faim qui dura 29 jours. Marchais et Krasucki étaient venus leur soutenir le moral et *L'Humanité* consacrait des pages entières à l'affaire. Il faut dire que nous étions proches de la période des élections et que le cheval de bataille de la CGT à l'époque était : « *Non au démantèlement de la RATP* ».

Mais aujourd'hui, depuis que la gauche est au gouvernement, les choses ont bien changé. Le mot d'ordre, c'est plutôt de proposer de faire de Championnet un atelier rentable et moderne où il ferait bon travailler. C'est aussi d'ailleurs le programme de la direction. Il faut dire que Fiterman est ministre des Transports et que le président de la RATP, Claude Quin, appartient également au PCF.

Seulement, pour moderniser et rentabiliser, il n'y a pas trente-six solutions : il faut faire travailler davantage et aussi par conséquent resserrer la discipline. Et on a pu voir des délégués de la CGT participer activement aux réunions d'équipe qui avaient pour but la diminution des temps de réparation, alors que, sous la droite, un projet de ce genre avait soulevé un tel tollé que la direction avait préféré le remballer.

Certains militants de la CGT sont même allés jusqu'à proposer de se rendre dans d'autres entreprises pour y observer des méthodes de travail qui per-

mettraient de rentabiliser. « *Au lieu de 40 heures, là-bas, ils mettent 8 heures et ils ne se caillent pas le lait* », affirmait, pour allécher les travailleurs, un responsable CGT de retour d'une de ces visites !

Ce virage à 180 degrés n'a pas été du goût de tout le monde, loin de là. Dans les rangs mêmes de la CGT, certains ont rendu leur carte ou traînent les pieds devant certaines initiatives de leur direction. Et parmi les autres travailleurs, un climat un peu anti-CGT s'est inévitablement développé. On a pu le constater lors des dernières élections au CP4 où la CGT a enregistré une baisse et où FO a vu croître son nombre de voix.

La politique de la CGT à Championnet (trouver de nouveaux marchés, rentabiliser) paraît aussi très aléatoire en cette période de crise où, aux 2 millions et plus de chômeurs officiels, risquent de s'en ajouter d'autres, venus de la sidérurgie et de l'automobile entre autres. Comme le disent d'ailleurs certains travailleurs : « *moderniser, ça n'empêche pas de débaucher par la suite. Exemple, Fos-sur-Mer* ».

L'exemple de la CGT à Championnet illustre bien la politique générale, dérisoire, que la direction de la CGT propose aux travailleurs et à ses propres militants au niveau national, faute de vouloir mobiliser réellement la classe ouvrière contre le gouvernement au service des patrons.

Correspondant LO

### Cité C. Colomb (Tours)

## On supprime l'eau chaude

La cité Christophe-Colomb, à Tours, est en « *réhabilitation* ». Mais pour les locataires de cette cité de « *PSR* » (des HLM de moindre qualité et aux loyers jusqu'à présent un peu plus faibles), cette soi-disant réhabilitation signifie le commencement des ennuis : des travaux qui n'en finissent pas (ils durent depuis juillet 1983). Et, surtout, la colère est arrivée avec les dernières notes d'électricité : pour les mêmes logements, les factures sont passées par exemple de 380 à 1 000 F, de 600 à 1 500 F. Dans un F2 habité par quatre personnes, 1 200 F pour deux mois !

Tout cela parce que les HLM ont tenté une expérience pour la production d'eau chaude : l'installation de cumulus électriques à la place des chauffe-eau à gaz que la plupart des locataires avaient installés à leurs frais. Mais le comble est que ces cumulus, de 150 litres, s'avèrent notoirement insuffisants, en particulier pour les familles nombreuses. Pas question d'avoir de l'eau chaude pour le bain de tous les enfants. Un locataire doit envoyer les siens se laver chez son fils, dans une cité de la banlieue ! Si on veut se laver le soir, il faut brancher le cumulus dans la journée, au tarif plein.

Les HLM n'ont pour l'instant

répondu que par le mépris aux réclamations des locataires. Les problèmes posés par les cumulus ne seraient dus qu'à leur inexpérience !

Autre témoignage de ce mépris : dans une cuisine aux murs fraîchement repeints dans le cadre de la réhabilitation, on a laissé le plafond écaillé, cloqué d'humidité : il se trouve sous le toit en terrasse, qui n'était pas isolé. Et ce serait la faute des locataires : à eux de le refaire, à leurs frais ! Même chose pour tous les murs en pignon, couverts de taches d'humidité à cause des malfaçons de la construction.

Voilà la réhabilitation sauce HLM !

Mais les locataires n'ont pas l'intention de servir de cobayes à leurs propres frais. Regroupés dans une amicale bien vivante, ils ont déjà commencé à réagir. Samedi 28 avril, une soixantaine d'entre eux, dont de nombreux enfants, se sont rendus en cortège, serviette sur l'épaule et savonnette à la main, aux bains-douches municipaux ! Puisque les HLM ne sont pas capables de leur fournir l'eau chaude... Et, comme ils ne sont pas décidés à payer les notes exorbitantes d'électricité, l'affaire ne va pas en rester là.

Les mauvais coups des HLM ont créé des liens entre les locataires, bien décidés à se défendre tous ensemble !

## Numéro de cirque

Si vous avez des revendications, ne vous en faites pas : pour Hernu, elles sont sûrement fondées. Ainsi coup sur coup, pour l'intégration des AET et sur les travaux insalubres pour les ouvriers temporaires, le ministre explique, en réponse au député du coin, qu'il est d'accord pour résoudre au mieux les problèmes. Mais hélas, son copain au Budget ne veut pas délier les cordons de la bourse.

Pauvre Hernu, qui n'a droit à une rallonge que pour guerroyer en Afrique, et pas pour le personnel civil qu'il comprend pourtant si bien !

En fait, ces histoires, c'est un numéro de clowns bien réglé : Hernu pleure et c'est Fabius qui coupe les oignons. Le Drian, lui, joue les Monsieur Loyal.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Arsenal de Lorient.

## L'exhibitionniste

Le chef du personnel de Galliéni, monsieur Geniteau pour que nul ne l'ignore, a vraiment des idées bizarres.

Il voudrait nous voir exhiber notre badge de pointage et pour cela il a fait distribuer des pochettes en plastique avec des pinces pour l'accrocher sur nos vêtements.

Qu'est-ce qu'il veut exactement ? Nous voir étiquetés comme des poulets à l'étalage ?

Si ce monsieur tient, lui, à exhiber son appareil de reconnaissance, ça le regarde. Nous, on est pudiques.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de Thomson-CSF (Issy-les-Moulineaux).



## Navale

(Nantes Saint-Nazaire)

# L'Etat et les patrons veulent licencier

2100 suppressions d'emplois sont annoncées sur les chantiers Dubigeon à Nantes et à l'Alsthom-Atlantique à Saint-Nazaire. Après le chômage partiel, voilà les licenciements. Pour les camoufler, patrons et gouvernement ont mijoté un plan de « mesures sociales d'accompagnement » dont voici les principales : 1 210 personnes partiront en « pré-retraite à 55 ans (840 à Saint-Nazaire et 370 à Nantes); 890 salariés seraient en congés de conversion de deux ans et les volontaires pour quitter l'entreprise seront gratifiés d'une prime de 50 000 francs.

Ces licenciements déguisés ne garantissent en rien l'avenir des travailleurs des chantiers navals. Comme le chômage partiel, ils ont pour but immédiat de réduire leur niveau de vie et, à plus ou moins long terme (le gouvernement et l'Alsthom se donnent deux ans pour effectuer 2100 suppressions d'emplois), le but est d'obtenir un gain de productivité de 15 %. C'est d'ailleurs en ces termes que le secrétaire d'Etat à la Mer a demandé récemment un « plan de restructuration de la Navale ».

Si les suppressions d'emplois sont officiellement annoncées aujourd'hui, en fait les licenciements ont commencé depuis plusieurs mois. Il n'y a quasiment plus d'intérimaires et les boîtes sous-traitantes se font de plus en

plus rares dans les chantiers. Tout le boulot fait par ces dernières est bien souvent repris par les chantiers.

Les organisations syndicales CGT, CFDT et FO ont réagi, mais surtout en se lamentant « pour que vive la Navale ». Elles sont toutes intervenues, y compris la CGC, au dernier Conseil municipal de Saint-Nazaire pour qu'il prenne position contre ces suppressions d'emplois.

Le maire socialiste ne s'est pas exprimé contre, promettant la création d'une « société

d'économie mixte d'investissement, de conseil et d'animation ». En clair, il a surtout promis des aides en terrain et même des aides financières aux patrons qui viendraient « créer des entreprises sur la commune ».

D'ailleurs, cette proposition a de suite eu l'accord de Garnier, conseiller municipal RPR, qui s'est empressé de préciser qu'il n'était pas question de faire de la surenchère ni de mettre de l'huile sur le feu.

Les élus communistes ont dénoncé « le plan de restructu-

ration de la Navale » et ils ont dit qu'ils ne feraient de « cadeau à personne dans la lutte contre ces décisions ».

Ce qui leur a valu la réponse sèche du député socialiste Evin, qui joue son rôle de valet du gouvernement, et qui a déclaré « qu'il ne pouvait pas ne pas répondre à ces propos, car il rappelait que le PCF, comme le PS, avait voté dernièrement la confiance sur la base du discours de Mauroy, discours qui incluait les implications sur la restructuration de

la Navale, entre autres ».

Pour le moment, les organisations syndicales se prononcent contre les suppressions d'emplois. Mais visiblement elles ne préparent rien de très sérieux pour s'opposer efficacement à ces licenciements déguisés. Et cela pèse aussi sur le moral des travailleurs des chantiers.

Pourtant, par-ci par-là, quelques réflexions montrent qu'il y a des travailleurs qui n'ont pas envie de se laisser faire.

Correspondant LO



## Régie Renault (Dreux-27)

### On boulonne de trop ?

A l'usine de Dreux, la direction a porté plainte pour « sabotage » dans la fabrication des pare-chocs pour la R 25.

Des boulons auraient été introduits dans les moules de fabrication, rendant ainsi les pièces fabriquées inutilisables.

La presse de ces derniers jours s'en est fait un large écho. Alors, sabotage ou erreurs de fabrication ?

Pour la Régie en tout cas voilà un incident qui lui permettrait peut-être de justifier d'éventuels retards de livraison de la R 25.

## CEPEM (Orléans)

# Les licenciements approchent, le chômage technique s'aggrave

Les travailleurs de la CEPEM ont déjà manifesté à plusieurs reprises contre le plan de la direction, annoncé le 22 mars, qui prévoit 600 licenciements et le passage en équipes de tout le personnel de production.

Mercredi 25 avril, un débrayage de deux heures était organisé par les syndicats. Dans les ateliers, 90 % du personnel a cessé le travail. Et un millier de travailleurs environ se sont retrouvés devant les bureaux de la direction. Une bonne partie sont ensuite allés manifester en ville, jusque devant les locaux de l'Union patronale.

Ce débrayage avait lieu le lendemain de la dernière réunion syndicats-direction sur le plan d'accompagnement des licenciements (pré-retraites, aides aux projets individuels, etc.). Avec ces réunions (il y en a 2 ou 3 par semaine depuis le début du mois d'avril) la direction a réussi à gagner du temps

tout en restant sur ses positions.

Dans ces réunions, il ne s'agissait que de préciser les mesures envisagées. Par exemple, ce qui a été annoncé à la dernière, c'est que la CEPEM paiera une bourse de 5000 F par an pendant 3 ans pour les enfants d'âge scolaire des travailleurs qui vont quitter l'usine... Et cela ne concerne que les départs en pré-retraite !

L'usine est maintenant arrêtée depuis le jeudi 26 avril et ne recommencera à tourner que le 14 mai. A la veille de cette période de chômage technique, prévue depuis mars, la direction a annoncé de nouvelles mesures de chômage technique pour mai et juin. Pour la grande majorité du personnel de production, il n'y aura que 9 jours travaillés en mai et 11 en juin. C'est le 1<sup>er</sup> juin que les travailleurs licenciés devraient quitter l'usine, d'après le calendrier de la direction.

Vendredi 27 avril, alors que

la quasi-totalité du personnel était déjà en chômage technique, la direction a réuni le Comité d'entreprise pour annoncer le licenciement de 8 « travailleurs protégés » (5 sont délégués, 3 étaient candidats aux dernières élections de délégués du personnel). Il s'agit de 5 CGT, 2 CFDT (dont 1 en pré-retraite) et 1 CGC (mis en pré-retraite). La CGT est minoritaire dans l'entreprise, avec 2 délégués du personnel sur 10.

Une réunion du personnel est prévue le 3 mai, pendant la première semaine de chômage technique. Mais c'est surtout à la reprise du travail, le 14 mai, qu'il sera possible de voir comment les travailleurs envisagent la suite de la lutte. Beaucoup en tout cas ont considéré le débrayage du 25 comme un succès, mais disent aussi qu'il faudrait bien plus pour faire reculer la direction.

Correspondant LO

## Panier de crabes

Philippe Lamirault, directeur commercial et des affaires internationales, quitte la Régie Renault pour monter sa propre société.

Pas grosse tête pour un sou, il l'a annoncé lui-même à un groupe de journalistes qu'il avait convoqués.

Mais dans les salons ou couloirs directoriaux, ça jase, si l'on en croit le quotidien patronal Les Echos du 26 avril.

Monsieur Lamirault

« avait dépassé son seuil d'incompétence ». D'ailleurs, Hanon et Tiberghien cherchaient, paraît-il, à se débarrasser de lui « depuis au moins un an », lui reprochant entre autres « son goût prononcé de la bonne chère et des bons vins »...

Lamirault a donc été prié d'aller boire ailleurs. Cela ne les empêchera sans doute pas de continuer à trinquer ensemble.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CTR Rueil.

## Des actes, pas des discours

Les ouvriers de l'équipe « lumière » du service électrique ont eu droit à un discours de leur contremaître, à propos du rendement dans le remplacement des déflecteurs de néons, qui serait trop faible.

Evidemment, vu l'effectif de ceux qui commandent et de

ceux qui travaillent, il y a de quoi se poser des questions. Si ceux qui commandent, contremaître en tête, s'y mettaient, il n'y aurait point besoin de discours.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière, Peugeot-Sochaux.

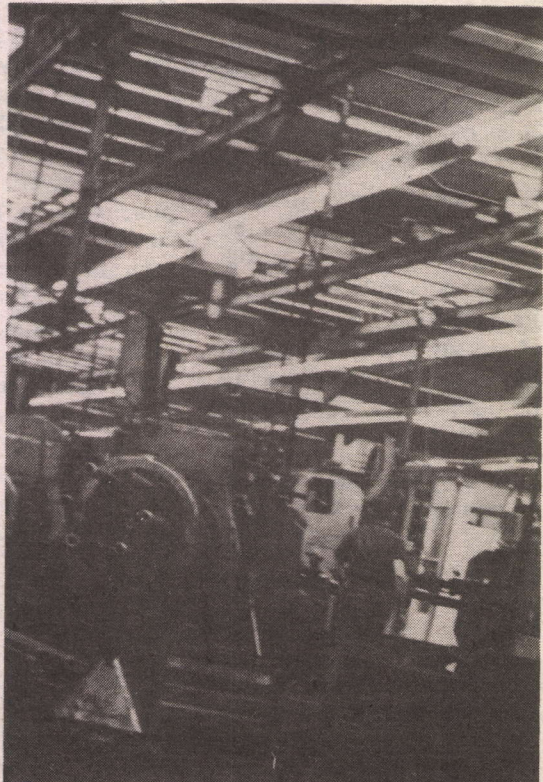


**SKF**

## Les à-côtés de la restructuration



L'usine d'Ivry est fermée. Le trust pousse la production en province, avec des cadences plus élevées et des salaires plus bas.



(Photo LO)

Voici cinq mois le trust SKF, avec l'accord des ministères, fermait son usine d'Ivry, mettant 600 ouvriers à la rue. Il s'agissait de restructurer le groupe à l'échelle de la France et de regrouper la production dans les deux usines restantes, à Saint-Cyr-sur-Loire près de Tours et à Fontenay-le-Comte en Vendée.

Voici ce que signifie cette restructuration pour la trentaine de travailleurs d'Ivry qui ont été mutés à Fontenay-le-Comte, où il y a 500 ouvriers.

Pour eux, la productivité a plus que doublé, par rapport à Ivry. Sur certaines machines qui à Ivry faisaient environ 500 pièces à l'heure, la production est entre 1000 et 1200. Sur d'autres, elle est passée de 900 à 1800, voire même 2100. Sur une chaîne, à Ivry, la production demandée était de 5000 roulements finis par équipe. Sur cette même chaîne, la direction de Fontenay en demande 10.000 par équipe.

La production a bien augmenté, mais le personnel a diminué. A Ivry, un régleur sur chaîne s'occupait de 10 machines ; à Fontenay on lui en a donné 15. Grâce à la modernisation du système d'alimentation des machines, il n'y a plus que 6 caristes dans toute l'usine, et plus, un seul manœuvre, alors qu'à Ivry caristes et manœuvres étaient au total 70 à 80.

Quant aux 36 minutes

(payées) de repas, la direction ne les place pas pendant le cours du travail, mais en fin d'équipe. Comme cela, sur les deux équipes, il n'y a plus une seule coupure dans la production de 5 heures du matin à 20 h 30.

De plus, la direction a introduit le travail de nuit. Et elle donne la possibilité de travailler le samedi matin, en heures supplémentaires. Et au bout de 5 samedis travaillés, on peut prendre un jour de repos, quand on le veut, qu'on se paye avec la majoration de 25 % des heures supplémentaires. Ainsi, certaines chaînes produisent sans arrêt, du lundi matin au samedi midi. La direction a même été jusqu'à mettre en place une équipe de nuit pour des régleurs et réparateurs, pour que les machines soient prêtes à « faire feu » sans aucun raté pendant le jour.

Question salaire, à Ivry un OS sur chaîne était payé à 32,12 F de l'heure. A Fontenay, il est payé à 26,17 F : soit 1 018 F en moins sur la paye par mois. A Ivry, certaines femmes travaillaient en Rectification et étaient payées à 32 F ; mais comme à Fontenay il n'y a plus de femmes en Rectification, c'est au Montage qu'elles sont toutes et, dans cet atelier, le salaire est de 25,35 F. On peut voir la différence !

La direction rabote encore sur les primes d'ancienneté. A Ivry, un

ouvrier ayant 15 ans d'ancienneté touchait le treizième et le quatorzième mois. A Fontenay, la direction ne lui paye qu'une prime d'ancienneté de 12 % chaque mois. Sur l'année il perd donc 3 536 F.

Donc, si l'on prend le salaire et les primes que la SKF paye en moins pour un ouvrier qui gagnait 32,12 F de l'heure à Ivry, c'est 16 490 F que la direction se met dans la poche chaque année. (Pour elle, avoir 500 ouvriers à Fontenay plutôt qu'à Ivry, ça lui fait économiser la coquette somme de 8 240 000 F ; somme qui est presque doublée, puisque les charges sociales sont réduites en même temps que les salaires). Comme le disait un ouvrier muté en Vendée : « On est payé moins ; on produit plus ; mais la SKF, elle, vend le roulement le même prix ! »

En fermant Ivry, les responsables de la SKF disaient qu'il fallait se sacrifier et mettre dans la corbeille pour que le groupe vive. Eh bien, après cette opération, les seuls qui y auront laissé quelque chose ce sont bien les ouvriers, ceux qui ont perdu de l'argent en étant mutés et tous ceux qui ont été contraints d'aller au chômage. Tout cela pour qu'un tas de parasites, actionnaires ou dirigeants de la multinationale SKF, se partagent une centaine de millions de francs en plus par an.

Correspondant L.O.

**Saint-Brieuc**

## 206 licenciements prévus à la CMA

La CMA est une entreprise du bâtiment qui emploie actuellement 650 travailleurs, dispersés sur différents chantiers. Dans les ateliers à Saint-Brieuc, il y a environ 200 ouvriers et 150 employés.

Cela fait maintenant plus de trois mois que 87 suppressions de poste ont été annoncées. 27 travailleurs ont été mis en pré-retraite et 60 viennent de recevoir leur lettre de licenciement. Mais déjà la direction a fait savoir que ces 87 n'étaient qu'un début. Elle envisage de continuer à licencier, estimant qu'il y aurait 206 travailleurs en trop.

Pourtant la CMA a la prétention de ne pas être une entreprise comme les autres, parce qu'elle a le statut de coopérative. La moitié des salariés sont en même temps sociétaires. Si bien que la direction pendant qu'elle licencie, se paie le culot d'appeler les travailleurs non sociétaires à verser de l'argent à l'entreprise pour devenir sociétaires. C'est « la solidarité, l'entente, la conscience dans le travail » qui paraît-il régneraient à la CMA et en feraient une société « construite à l'échelle humaine », selon la direction.

La réalité est bien différente du discours. En fait, derrière ce statut de coopérative, se cache un petit groupe de gens, souvent liés par des liens familiaux, qui profitent du travail des autres, difficultés économiques ou pas. C'est ainsi qu'il est notoire que le directeur possède plusieurs résidences. Et s'il y a solidarité, c'est au sein de ce petit groupe restreint de patrons comme les autres, qui s'y entendent pour bénéficier aux frais de l'entreprise de voiture de fonction et

autres avantages plus ou moins apparents.

Ils invoquent aujourd'hui les difficultés de la construction pour jeter des travailleurs sur le pavé. Mais ces mêmes difficultés ne les conduisent ni à réduire leur train de vie, ni à entamer ce qu'ils ont amassé quand l'entreprise marchait bien. Ainsi, à l'avenir, l'entreprise devrait compter de moins en moins d'ouvriers pour le même encadrement, dont on se demande bien quelle fonction il aura sinon de vivre encore plus en parasite sur le travail des autres. Il faut d'ailleurs noter que la masse des sociétaires n'est pas plus à l'abri des licenciements. A verser une partie de leurs salaires à l'entreprise, ils n'ont au fond gagné que le droit de se taire et de voter la confiance aux dirigeants, sous peine de se faire exclure et même licencier comme empêcheurs de magouiller tranquillement.

Face aux licenciements, les réactions sont pour l'instant restées limitées. Seuls 60 travailleurs ont manifesté et fait grève une journée quand les lettres de licenciements sont arrivées. Parmi eux, il n'y avait d'ailleurs que 3 licenciés. Ce qui prédomine c'est une certaine crainte, pour ceux qui travaillent encore, et la résignation, pour ceux qui sont touchés par les licenciements. Mais rien ne dit que le climat sera le même lors des prochains licenciements. Un certain nombre de travailleurs sont bien décidés à ne pas se laisser faire. Et la soi-disant solidarité avec l'entreprise face aux difficultés pourrait bien céder le pas à la colère contre les dirigeants.

Correspondant L.O.

## Hôtel des Postes (Lyon)

### Toujours les effectifs

A la Recette Principale de Lyon, le manque de personnel atteint un point critique à la distribution. Sur les différents arrondissements, les « rouleurs », ne suffisent plus à effectuer les remplacements sur les quartiers où les deux titulaires sont absents. Tous les jours il est fait appel à la Brigade Financière, qui fait fonction de volant de main-d'œuvre pour assurer une tournée sur les quartiers à découvert. Mais les effectifs de la Brigade Financière n'y suffisent plus.

Au Service Général, la situation est identique. Du fait du

nombre important d'arrêts maladie, à plusieurs reprises les mandats ont été remis aux facteurs après l'heure officielle de départ en tournée. Lundi 9 avril, le retard était tel que des facteurs ont refusé collectivement de prendre leurs mandats.

A la Distribution Télégraphique, pendant plus d'une semaine le travail s'est fait en sous-effectif. Les télégraphistes sont mécontents et ils parlent désormais de refuser de travailler dans ces conditions.

A part ça, le chômage augmente...

Correspondant L.O.



## « Cent jours à Palerme »

de Giuseppe Ferrara



Le véritable Dalla Chiesa. (AFP)

Ces cent jours sont ceux passés à Palerme en Sicile par le général Dalla Chiesa entre mai 1982 où il fut nommé préfet de la ville et le 3 septembre, date de son assassinat, proba-

blement par la mafia.

Le film veut être à la fois une reconstitution fidèle de cette période et un hommage au général.

La situation d'alors en Sicile

est présentée en quelques images-choc : après un président de la région, un magistrat, un procureur, un chef de police, on voit le dirigeant communiste Pio La Torre tomber sous les balles de la mafia.

Dalla Chiesa, interprété sobriement par Lino Ventura, arrive auréolé de ses succès remportés dans la lutte contre les Brigades Rouges. Il est soutenu par tous les partis, y compris le Parti Communiste Italien et compte obtenir de l'Etat les moyens nécessaires pour mener la lutte contre la mafia. Il entreprend aussitôt d'enquêter sur les origines des fonds colossaux entassés dans les banques de l'île et sur le recyclage de cet argent gagné dans le trafic de la drogue.

Mais nous le voyons très vite se heurter à l'inertie de l'Etat qui ne lui donne aucun pouvoir spécial, tandis qu'une loi antimafia est refusée par le Parlement. Il apparaît comme un homme seul, espionné par la mafia qui a mis son téléphone sur écoute.

Dalla Chiesa obtient de piètres résultats : sa seule réus-

site est un coup de filet réussi parmi les hommes de main, un jour où — non sans humour — il est sûr de les trouver chez eux : lors de la retransmission télévisée d'un match de football de l'équipe nationale. Mais pendant ce temps le conseil d'administration de la mafia, réunissant banquiers et gros trafiquants dans les locaux d'une grande banque, organise la riposte. Et c'est une recrudescence des assassinats qui accueille les mesures du général-préfet qui finira par tomber lui aussi sous les balles des tueurs.

Le film évoque ce qu'est la mafia, une organisation de la bourgeoisie sicilienne liée à la mafia américaine, même si on en est souvent réduit à deviner les liens qu'elle a tissés avec l'ensemble de la bourgeoisie italienne et son appareil d'Etat.

Surtout, le personnage de Dalla Chiesa est présenté comme le héros aux idées simples, simplistes même, comme un bon soldat intègre et énergique qui a confiance dans l'Etat et veut le défendre. Par exemple, c'est un carabinier de ses amis qui lui explique qu'entre

l'appareil d'Etat et la mafia, il y a quelques liens ! Et sa femme doit encore éclairer sa lanterne, lui disant que c'est seulement pour faire mine de lutter contre la mafia que l'Etat l'a nommé là. Dans la réalité Dalla Chiesa qui avait usé de moyens légaux et moins légaux contre les Brigades Rouges, qui, d'après certains, aurait même sollicité l'aide de la mafia dans cette tâche, connaissait certainement parfaitement bien la situation. Considéré comme un « homme fort », il espérait sans doute jouer de sa réputation pour obtenir des moyens de l'Etat. Mais pour nombre de politiciens, c'était un rival dangereux, et ils n'étaient pas fâchés de lui faire un cadeau empoisonné en le nommant préfet de Palerme.

Le film déçoit. Bien joué, certes, par Lino Ventura, il est centré sur le personnage de Dalla Chiesa présenté comme le héros positif tandis qu'il laisse dans l'ombre toutes les questions que cette affaire avait soulevées alors qu'on pouvait au moins attendre qu'elles soient évoquées dans ce film.

Michel BROUSSE

## « La diagonale du fou »

avec Michel Piccoli



A droite, le Soviétique Akiva Liebskind, 52 ans, champion du monde d'échecs. A gauche, Pavius Fromm, 35 ans, grand maître soviétique passé à l'Ouest qui tente de lui ravir son titre. Derrière le premier, les officiels de la délégation d'URSS, journalistes ou « amis des échecs », salariés du KGB, qui rendent compte à Moscou de l'évolution du match, mais qui, évidemment, ne peuvent pas grand-chose à son issue. Autour du second, les mêmes ou presque, en plus jeunes, passés ou nés à l'Ouest, tout aussi vigilants et procéduriers. En Occident on les appelle impresarios ou managers.

Les deux champions qui

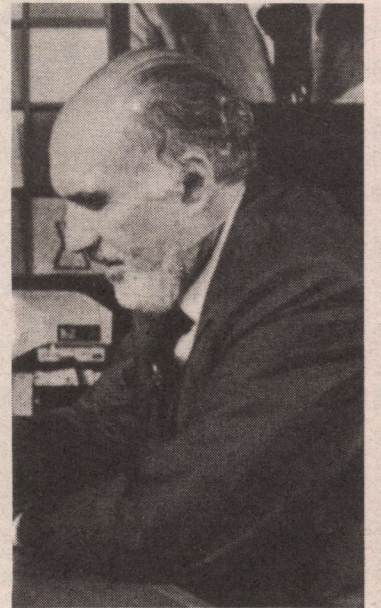
s'affrontent, rongés par la tension que requiert chaque partie, s'appliquent autant à susciter l'énervement et l'exaspération chez l'adversaire qu'à lui coincer un pion. Il s'agit de saper la résistance de l'autre, de gêner sa concentration. Et aussi, bien sûr, d'en donner pour leur argent aux photographes et aux organisateurs du tournoi.

Derrière le spectacle, il y a pourtant aussi des hommes qui ne se réduisent pas à leurs caprices de diva et à leurs sautes d'humeur. Liebskind, qui a choisi de composer avec le régime, s'avère aussi capable d'aider son ami, médecin juif.

Il n'y a finalement ni vrai

gagnant, ni vrai perdant. Le film, proche d'une pièce de théâtre, l'essentiel se déroulant dans l'amphithéâtre où les parties ont lieu, mêle tragique et dérision. Le réalisateur, Richard Dembo, Soviétique devenu cinéaste en France, a réuni de bons acteurs. Son film suggère parfois plus qu'il ne montre. Il est en tout cas plus nuancé et fin que certaines des critiques parues dans la presse qui n'ont vu dans ce match d'échecs qu'un affrontement Est-Ouest et naturellement traduit blancs par Occidentaux et noirs par Soviétiques...

Pierre VERNANT



## Sélection cinéma Dans les salles parisiennes

### Films récents...

#### YENTL.

de et avec Barbra Streisand.  
Yentl est la fille d'un rabbin dans une bourgade juive en Lituanie au début du siècle. Pour pouvoir faire des études, elle se déguise en garçon. Un film plein de finesse et d'humour.

Rex 2°. Ciné Beaubourg-les-Halles 3° (vo). UGC Montparnasse 6°. Odéon 6° (vo). Rotonde 6°. UGC Champs-Élysées 8° (vo). UGC Boulevards 9°. 14 Juillet 11° (vo). UGC Gobelins 13°. Mistral 14°. 14 Juillet 15° (vo).

#### GUERRES FROIDES.

de Richard Eyre.  
La guerre des Malouines. Un tableau de petits-bourgeois anglais, plein d'humour et de lucidité.

Olympic Luxembourg 6° (vo).

#### L'ADDITION.

de Denis Amar.  
A la suite d'un incident banal, un homme est pris dans l'engrenage de la prison.

Rex 2°. Montparnasse UGC 6°. Odéon 6°. Biarritz 8°. UGC Boulevard 9°. UGC Gare de Lyon 12°. UGC Gobelins 13°. Sept Parnassiens 14°. UGC Convention 15°.

#### BIQUEFARRE.

de Georges Rouquier.  
La vie dans un village paysan de l'Aveyron.

Saint-André-des-Arts 6°. Studio 43 9°.

#### VENT DE SABLE.

de Lakhdar Hamina.  
Un film violent et dénonciateur sur la vie et sur la condition féminine dans le désert algérien.

Forum Cinéma Orient Express 1°. Saint-Germain

Huchette 5° (vo). Bonaparte 6° (vo). Gaumont Ambassade 8° (vo). Maxeville 9°. Bienvenue 15° (vo).

#### LE BAL.

d'Ettore Scola.  
De 1936 à nos jours, l'histoire de France évoquée à travers une série de bals populaires.

Studio de la Harpe 5°. Marbeuf 8°.

#### CARMEN.

de Francesco Rosi.  
L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Gaumont-les-Halles 1°. Berlitz 2°. Gaumont Richelieu 2°. Vendôme 2°. Hautefeuille 6°. Gaumont Champs-Élysées 8°. Athéna 12°. Miramar 14°. Kinopanorama 15°.

#### RUE CASES-NÈGRES.

de Euzhan Palcy.  
A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

#### Épée de Bois 5°.

TO BE OR NOT TO BE.  
En Pologne, pendant la dernière guerre, une troupe d'acteurs se joue des nazis.

#### Version 1942 d'Ernst Lubitsch :

Saint-André-des-Arts 6° (vo). Danton 6° (vo). Rotonde 6° (vo). Marbeuf 8° (vo).

#### LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.

de Jamis Uys.  
Un Bushman face aux prétendus civilisés.

Impérial 2° (vo).

### ... et moins récents

LE VOLEUR DE BICY.

#### CLETTE.

de Vittorio de Sica.  
Un drame du chômage à Rome, juste après la guerre.

#### Reflet Quartier Latin 5° (vo).

L'HONNEUR PERDU DE KATHARINA BLUM.  
de Volker Schlöndorff.  
La toute puissance de l'appareil policier aidé de la grande presse dans la chasse aux suspects de terrorisme dans l'Allemagne des années 1970.

Ciné Beaubourg Les Halles 3° (vo). Ellysées Lincoln 8° (vo).

#### DERSOU OUZALA.

de Kurosawa.  
Un vieux chasseur dans la taïga.

Action Rive Gauche 5°.

#### LA STRADA.

de Federico Fellini.  
La vie de forains sur les routes d'Italie. Un classique du cinéma.

Champo 5°.



## « Un homme à part » de Gilles Perrault

Cet « homme à part », c'est Henri Curiel, militant stalinien et tiers-mondiste assassiné à Paris en 1978, dont Gilles Perrault, l'auteur du *Pull-over rouge* et de *L'Orchestre rouge* raconte ici la vie.

Né en 1914, fils d'un grand banquier juif du Caire, Curiel délaisa sa vie de dandy après avoir découvert la misère des fellahs du Nil sur une propriété de son père. D'après un de ses amis, « il fallait ou bien accepter le système, les affaires, l'argent ; ou bien devenir révolutionnaire ». Il devint stalinien. Pendant et après la guerre, il participa à la création de groupes qui donnèrent naissance, après bien des avatars, au Parti Communiste Egyptien. Expulsé par le roi Farouk en 1951 à l'âge de 37 ans, il ne devait plus retourner en Egypte et s'installa à Paris. Rejeté par le PCF bien que se disant « stalinien orthodoxe », il milita pendant la guerre d'Algérie dans le réseau Jeanson d'aide au FLN (« les porteurs de valises ») dont il devint l'un des dirigeants. Il créa par la suite une organisation de soutien aux mouvements de libération du Tiers Monde, organisant des stages techniques où passèrent de nombreux militants, de l'ANC sud-africain aussi bien que du MPLA angolais ou du MIR chilien. Il participa aussi dans la coulisse à des rencontres israélo-palestiniennes, convaincu qu'il était que les deux peuples n'avaient d'autre solution que de coexister. Il fut abattu à

Paris en 1978, assassinat revendiqué par les « commandos delta », nostalgiques de l'OAS.

La partie la plus intéressante du livre est celle qui a trait à l'activité de Curiel en Egypte. C'est l'occasion pour Perrault de descriptions sur ce qu'était le pays et Le Caire dans les années 1930 et 1940, de la vie des milieux de riches étrangers où Curiel vivait ainsi que de la vie du peuple égyptien. L'impérialisme anglais était partout présent et le sentiment national vivace dans la population.

La guerre posa des problèmes aux militants staliens : en particulier, comment soutenir les Alliés sans se compromettre avec l'occupant anglais ?

On voit se former dans l'armée le groupe des « officiers libres » où Nasser et Sadate militaient, cherchant même une alliance avec l'Allemagne contre les Anglais. Perrault relate une des premières actions du MELN (Mouvement Egyptien de Libération Nationale) créé par Curiel : le soutien apporté aux régimes grecs « démocratiques » présents en Egypte contre la répression anglaise.

A la fin de la guerre, les groupes communistes, formés autour d'intellectuels issus de la bourgeoisie comme Curiel et de la petite bourgeoisie ont réussi à regrouper quelques milliers de travailleurs et joueront un rôle dans les mouvements de 1946 contre la présence impérialiste anglaise. Curiel participe

également à cette époque à la création du Parti Communiste Soudanais.

Expulsé d'Egypte, c'est de France que Curiel assista au putsch des « officiers libres », qui renversa en 1952 le roi Farouk. Perrault rappelle alors la position de la gauche française — et du PCF — pour laquelle Nasser était un « fasciste », position sur laquelle s'aligna Curiel. Puis, lorsque Nasser tenta de prendre quelque distance à l'égard de l'impérialisme, l'attitude de l'URSS et du PCF à son égard chan-

gea. Tandis que Nasser continuait à pourchasser, emprisonner et torturer les communistes égyptiens, le PCF et Curiel affirmaient leur soutien au nouveau régime.

Dans la dernière partie du livre, l'auteur explique ce qu'était l'organisation d'aide aux mouvements du Tiers Monde, faisant justice à Curiel contre les allégations de la presse française de l'époque qui l'accusèrent d'être « le patron des réseaux d'aide aux terroristes » ou d'être « un agent du KGB ».

Dans ce livre, Perrault dresse avec sa verve d'enquêteur passionné un portrait quelque peu admiratif de Curiel, aventurier et homme « à part », stalinien marginal, pratiquant le yoga et l'astrologie.

Mais c'est moins par l'histoire personnelle et les idées de Curiel que par ce qu'il relate de la période et des événements qu'il a traversés que ce livre est intéressant.

Michel BROUSSE  
Un homme à part de Gilles Perrault. Ed. Barrault, 600 p., 98 F.

## « Le serpent à sept têtes » d'Ali Ghanem

Auteur d'un très beau livre sur la condition des femmes en Algérie *Une femme pour mon fils*, paru il y a quelques années, Ali Ghanem nous fait pénétrer, avec ce roman en grande partie autobiographique, dans une famille paysanne des Aurès où vit le jeune garçon Allaoua.

Comme toute la tribu à laquelle elle appartient, la famille vit repliée sur ses lois, son code de l'honneur et des traditions qui pouvaient paraître immuables. Mais la présence coloniale, la fin de la Seconde Guerre mondiale puis surtout bien sûr, la guerre d'indépendance elle-même ébranlent profondément cette société paysanne. Le petit garçon découvre peu à peu la violence de la réalité. En grandissant, il apprend à affronter l'autorité de son père et les interdits islamiques.

Puis vient la révolution nationale algérienne. Les promesses dont elle était porteuse ne se réalisent pas et déçoivent des combattants comme l'oncle d'Allaoua, homme plus moderne et tourné vers le changement. Bien des idées et des habitudes ont la peau dure et, en particulier, les tabous qui frappent les femmes sont



Une scène de *Mektoub*, film d'Ali Ghanem.

toujours aussi tenaces.

C'est en France qu'Allaoua réalise ce qu'est vraiment la société de classes. Ce fils de paysan, devenu ouvrier par nécessité, est rejeté par de jeunes Algériens qui, comme lui, ont subi la colonisation française mais qui, après l'indépendance, ont pu étudier « pour devenir de futurs cadres, futurs responsables d'une société qui se voulait socialiste » et qui lui font comprendre qu'il n'est pas de leur monde. Il découvre alors la condition des travailleurs immigrés.

En mai 1968, alors qu'il vit à Paris, il rencontre des militants internationalistes et révolutionnaires

dont les idées l'attirent un moment, mais plutôt que de lier sa vie à leur cause, il préfère réserver son temps et son acharnement au cinéma, grâce auquel d'ailleurs il réussira à échapper à sa condition de travailleur du rang. Ali Ghanem fait alors allusion probablement au film *Mektoub* qu'il a réalisé il y a quelques années et qui se veut un témoignage sur les siens.

Un livre intéressant sur l'itinéraire humain, intellectuel et social de l'écrivain.

Patricia MULLAN  
Le serpent à sept têtes d'Ali Ghanem. Ed. Flammarion, 320 pages, 80 F.

## « Le tournis » d'Hortense Dufour

*Le tournis*, c'est le vertige que ressent Christine Dubois, l'héroïne du roman, dans sa recherche de l'Amour avec un grand A.

Christine a 16 ans, en 1964, lorsqu'elle part avec son père nommé président du tribunal de grande instance à Moroni aux îles Comores, petit archipel situé au nord-ouest de Madagascar. Avec elle, nous assistons aux derniers moments de la présence coloniale française aux

Comores.

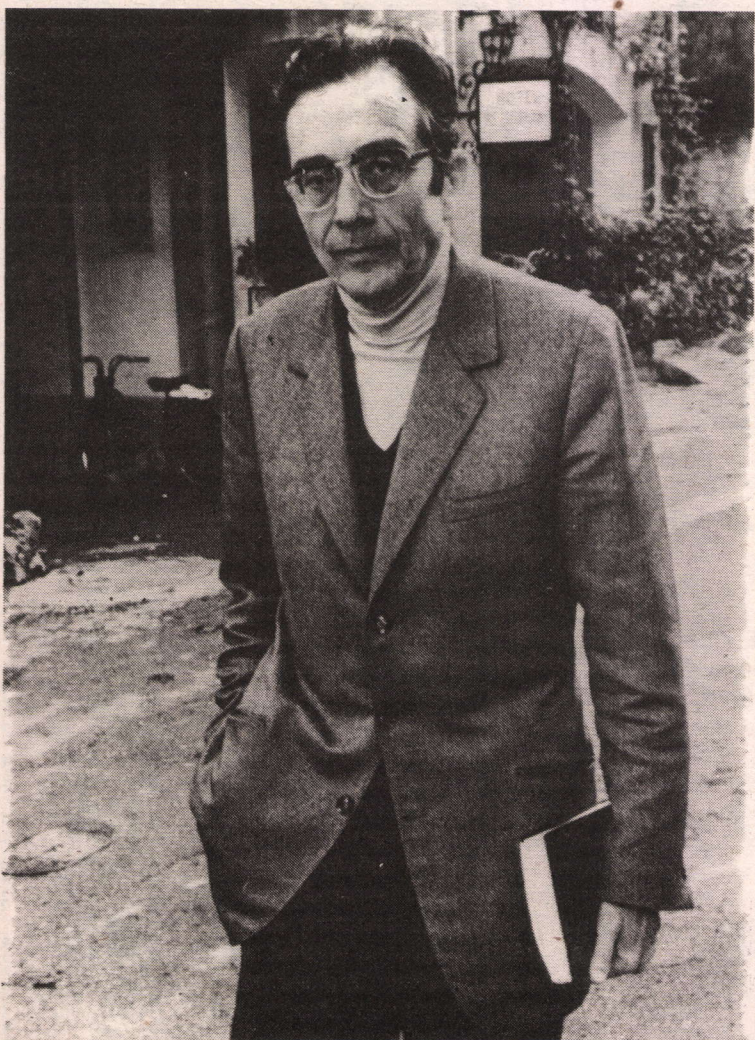
Les Français, qui forment un petit monde replié sur lui-même, nous sont présentés un à un. Hortense Dufour a trempé sa plume dans l'acide et sait nous faire partager le dégoût de Christine pour les membres de cette société coloniale tandis qu'au sein de la population comorienne notables et jeunes militants indépendantistes aspirent à prendre en main les destinées de l'archipel. Quant à elle,

Christine, elle tombe amoureuse d'un Français de passage, esprit rebelle, partisan de l'indépendance des peuples coloniaux...

Tous les personnages sont décrits avec verve et humour dans ce livre qui reste toutefois, d'abord et avant tout, un roman d'amour !

Gilbert MAQUI

Le tournis d'Hortense Dufour. Ed. Grasset. 306 pages. 75 F.



Henri Curiel. (AFP)



## « Bogota jungle » de Mylène Sauloy

Bogota, capitale de la Colombie, est aussi capitale de la pauvreté, du trafic de drogue, de la délinquance, de la violence : il y a plus de crimes chaque année dans ce pays de 28 millions d'habitants que dans toute l'Europe occidentale qui en compte treize fois plus. Et l'assassinat, le 30 avril dernier, du ministre de la Justice par les trafiquants de drogue évoque dans ce pays l'importance du trafic de cocaïne et la puissance des trafiquants. Le livre de Mylène Sauloy en est un témoignage éloquent.

Dans la première partie du livre nous suivons Ricardo, un adolescent qui, comme tous ceux autour de lui, se débrouille pour survivre par la prostitution et le trafic de drogue. Son petit frère, qui dort souvent dans des cartons sur les trottoirs, suit la même voie. Son oncle, qui est « arrivé », vit davantage de recel et revente d'objets volés que de son bistrot. Quand il peut taper un riche homosexuel, colombien ou étranger, Ricardo ne s'en prive pas. Mais au milieu de la violence généralisée existe aussi l'entraide, la générosité entre copains, entre voisins de bidonville. La ville des riches est une constante provocation pour ces centaines de milliers de pauvres.

Mais cette délinquance des pauvres n'est que la



conséquence de la délinquance en grand que montre la deuxième partie du livre, celle de l'appareil d'Etat, de la bourgeoisie qui vole légalement et illégalement l'ensemble de la population : vol des terres aux paysans entraînant l'émigration forcée vers les villes, inflation entretenue par une spéculation effrénée, détournements de fonds et corruption généralisée de l'appareil d'Etat. Et les liens sont étroits entre des militaires, des hauts fonctionnaires et des mafiosi enrichis par le trafic d'herbe et de cocaïne qui alimente... 80 % du marché nord-américain. L'Etat bien sûr ne lutte guère contre cela : ce n'est qu'à l'occasion de règlements de comptes entre politiciens et possédants qu'on apprend que des trafiquants et leurs

complices hauts placés sont emprisonnés... pour être relâchés un peu plus tard, comme ce mafioso notoire accusé du meurtre de deux policiers qui, contre 5 000 pesos (60 dollars), fut libéré. L'Etat est d'autant moins regardant que cette « économie souterraine » constitue un apport de capitaux d'environ 4 milliards de dollars par an.

*« La répression sauvage a décimé les organisations populaires, les groupes de gauche et les mouvements guérilleros. La tension sociale, la violence populaire ne trouvent plus de canaux d'expression. La lutte redevient individuelle. Son objectif suprême est la survie »* écrit Mylène Sauloy. Le tableau qu'elle dresse est partiel, centré sur la frange de la population qui ne vit même pas de petits métiers divers, mais de délinquance, petite et grande. Mais c'est, comme disait un Colombien qu'elle cite, un réquisitoire contre « l'assassinat collectif commis quotidiennement par les mains sanguinaires d'une société qui condamne des millions de personnes à des conditions de vie humiliantes et infrahumaines ».

Michel BROUSSE

Bogota Jungle de Mylène Sauloy. Ed. Autrement. 230 pages. 55 F.



## « Mourir pour Shanghaï »

de Albert Londres

Il s'agit de deux reportages sur la Chine écrits par Albert Londres pour les journaux français, l'un datant de 1922, l'autre de 1932, juste avant que l'auteur disparaisse dans un naufrage.

Dans son premier reportage sur la Chine, Albert Londres semble surtout avoir cherché à divertir ses lecteurs en décrivant de façon sarcastique l'arriération d'un pays qui n'avait pas alors de gouvernement central disposant d'une autorité réelle, et qui était aux mains de différents seigneurs de guerre... et des puissances occidentales. Il nous fait partager ses rencontres avec certains de ces brigands qui se disputent le pays, une Russe exilée, un marchand de peau français, des soldats français à Shanghaï...

Dix ans plus tard, Albert Londres est à Shanghaï au moment où l'armée japonaise, qui s'est déjà emparée de la Mandchourie, lance une offensive sur la ville. L'armée chinoise,

celle de Chiang Kai-Shek, est encline à traiter avec l'armée japonaise et, d'après Albert Londres, la bataille est menée surtout par des francs-tireurs constitués par des éléments déclassés et misérables qui, en temps normal, vivaient de la contrebande et du trafic de l'opium. Quant aux Occidentaux, barricadés dans leurs quartiers, ils restent dans l'expectative et vivent dans la crainte de la population chinoise qui se trouve à quelques rues de leurs habitations.

Visiblement, Albert Londres a été touché par le sort de la population chinoise, principale victime de cette guerre. Cependant, il n'apporte que peu de témoignages sur la manière dont celle-ci a réagi aux événements, et, de ce point de vue, son récit déçoit un peu.

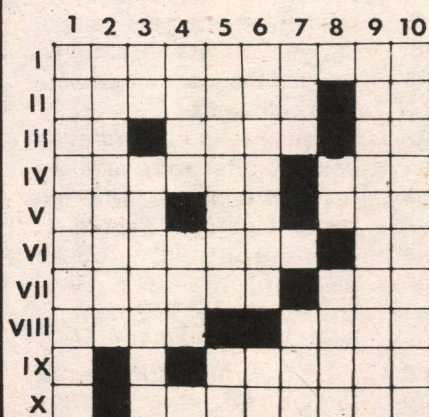
Jean SANDAY

Mourir pour Shanghaï d'Albert Londres. Coll. 10/18. 30 F.



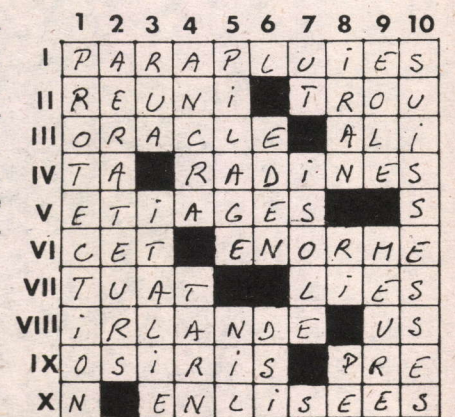
## MOTS CROISÉS

Solution du n° précédent



**HORIZONTALEMENT.** — I. Qui reçoit de l'extérieur les lois régissant sa conduite. II. Pratique une interprétation. Donne une espèce particulière de pomme. III. Ile de France. II répète tout. Au centre de Corfou. IV. Des pigments bilingues en sont la cause. Dur aux pieds. V. Donne donc sang et eau. Article étranger. Vallée envahie. VI. Qualifie une course venue d'ailleurs. Symbole chimique. VII. Dans l'œuf. Le pain de sucre y domine nettement. Manche. VIII. Il respire l'air par un tube. Robe orientale. IX. Consacré à l'étude. X. Port d'Ecosse.

**VERTICALEMENT.** — 1. Chenille poilue. 2. Accomplie. 3. Personnel. Support de balle. Sentit franchement mauvais. 4. Fils de Pandion. Epoque. 5. Enduit à nouveau. Personnel. 6. Le Maure de Venise. Unité d'angle. 7. Préfixe. Orientation. 8. Début d'une croyance. Ça fait mal ! 9. Ne propose pas que des miroirs aux alouettes. 10. Se fait sans clé.





## RÉÉDITION

### « Trains étroitement surveillés »

de Bohumil Hrabal

Ce court roman de l'écrivain tchèque Bohumil Hrabal dont un film a été tiré est situé dans une gare de Bohême, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, petite gare où il se passe beaucoup de choses...

Le chef de gare, qui souhaite devenir inspecteur, élève des pigeons; son adjoint profite d'une garde de nuit pour couvrir de tampons officiels le postérieur d'une jolie télégraphiste, tandis que le héros, le nar-

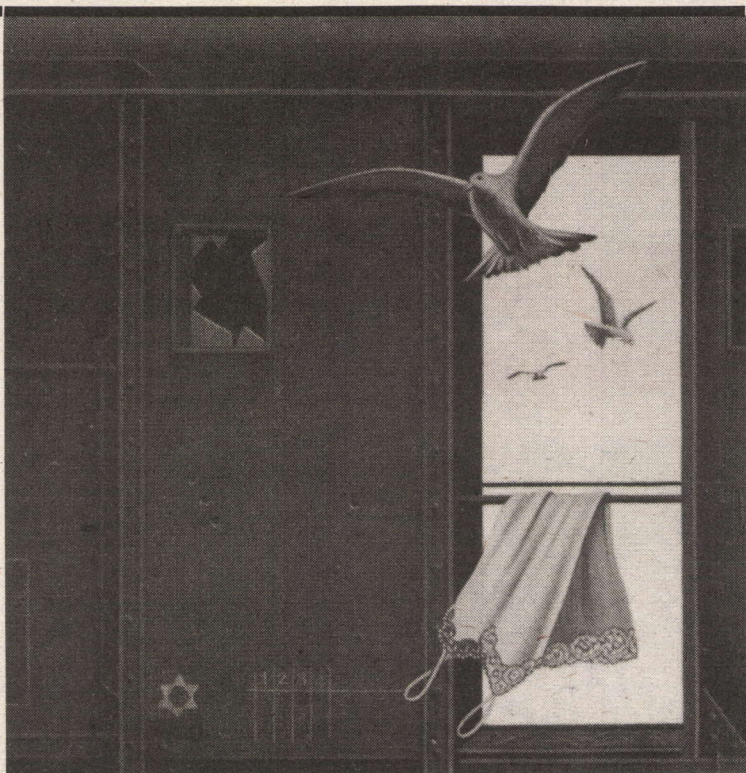
rateur, désespère, lui, de jamais réussir en amour.

Pendant ce temps, les trains passent, convois militaires, convois de ravitaillement, de munitions, d'armements. L'armée allemande est en train de faire le chemin inverse de celui de 1938. Et on peut être sûr que, malgré tous les avatars de nos protagonistes, pas un seul de ces trains n'échappe aux soins attentifs du préposé de service... Bohumil Hrabal brosse

avec dérision dans ce court texte un tableau de la guerre, au travers des espoirs et des idées fixes de ses héros. Il ne la montre cependant jamais, mais on la sent omniprésente. Une façon de raconter qui rappelle celle du *Brave soldat Schweik*.

André JUILLIARD

Trains étroitement surveillés de Bohumil Hrabal. Coll. Folio. 125 pages. 17 F.



# TELE

## Sélection

### Samedi 5 mai

TF1. 20 h 35. Téléfilm d'Alain Riou: **Dernier Banco**, avec Jean-Pierre Cassel et Michel Duchaussoy. La reconstitution des années d'avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale, en France, à travers le récit de la vie d'un comédien.

FR3. 23 h. **Musicclub**. Une émission consacrée au violoncelliste Navarra, qui parle de sa vie d'artiste et de professeur.

### Dimanche 6 mai

FR3. 16 h 05. **Spectacle 3** présente un opéra de Verdi, d'après l'œuvre de Victor Hugo, **Hernani**, par les chœurs et l'orchestre de la Scala de Milan.

TF1. 20 h 35. Film: **Le lauréat**, de Mike Nichols, avec Dustin Hoffman, débutant au cinéma. Un adolescent et ses mésaventures amoureuses dans un monde bourgeois décadent.

FR3. 22 h 30. Le **Cinéma de Minuit** poursuit le « Cycle Greta Garbo », avec le film de Goulting: **Grand Hôtel**, d'après le roman de Vicky Baum. Le monde clos d'un grand hôtel où se rencontrent et s'affrontent les personnages les plus divers.

### Lundi 7 mai

TF1. 20 h 35. Divertissement: **L'homme pressé**, d'Edouard Molinaro, avec Alain Delon et Mireille Darc. Une adaptation libre du roman du même nom de Paul Morand.

A2. 20 h 35. Théâtre: **Lucienne et le boucher**, de Marcel Aymé, avec Andréa Ferréol et Bernard Fresson. Une peinture vaudevillesque de la France provinciale d'avant la guerre de 1940.

A2. 22 h 30. **Les années déclin**. Cette émission de la série **La traversée des apparences** est consacrée au photographe Raymond Depardon, qui fait ainsi défiler sur l'écran quelque vingt ans d'actualité, et commente son travail.

### Mardi 8 mai

TF1. 14 h. Film politique: **Vivre libre**, de Jean Renoir, avec Charles Laughton et Maureen O'Hara. Réalisé en 1943 et destiné au public américain, ce film voulait faire comprendre les difficultés de vivre dans la France occupée par l'armée allemande.

A2. 14 h 55. Comédie: **Les tontons farceurs**, de et avec Jerry Lewis. Sept personnages différents pour la vedette de la grimace!

FR3. 20 h 35. Film de Pascal Vidal: **On efface tout**, avec Christine Pascal et Bruno Cremer. Un journaliste confronté au problème du terrorisme.

TF1. 21 h 55. **Vagabondages: Artistes contre la torture**, tel est le titre de cette émission destinée à annoncer la soirée organisée par Amnesty International le 18 mai prochain, sur le même thème. Participent à l'émission, entre autres, Jane Birkin, le groupe de chanteuses kabyles Djurdjura, la cantatrice Christa Ludwig.

### Mercredi 9 mai

A2. 20 h 35. Feuilleton de Nina Companeez: **Deux amies d'enfance**. Première partie de cette série en trois séquences, racontant l'histoire d'une jeune femme juive et d'une fille de fonctionnaires français dans la France des années 1940.

TF1. 21 h 25. **L'histoire à la une: la suite s'écrit plus**

tard. A l'occasion du sixantième anniversaire du Cartel des gauches, l'évocation de ces années 1924-1926 où les radicaux et les radicaux-socialistes gouvernèrent en France avec le soutien des socialistes et se heurtèrent au « mur de l'argent » des banquiers et capitalistes, mur qu'ils se gardèrent bien d'ébrécher. Un débat suivra la projection de documents filmés, auquel participeront Jean Saint-Geours, président du Crédit National; Jean-Pierre Chevènement; Jean-Denis Bredin avocat et historien, radical; P.C. Taittinger, sénateur UDF, etc.

### Jeudi 10 mai

FR3. 20 h 35. Film policier: **Dix petits nègres**, de Peter Collinson, d'après le roman d'Agatha Christie, avec Oliver Reed.

A2. 21 h 25. **Musiques au cœur: Opéra et ciné**. L'émission d'Eve Ruggieri est consacrée aux nombreux films-opéra sortis sur les écrans ces dernières années.

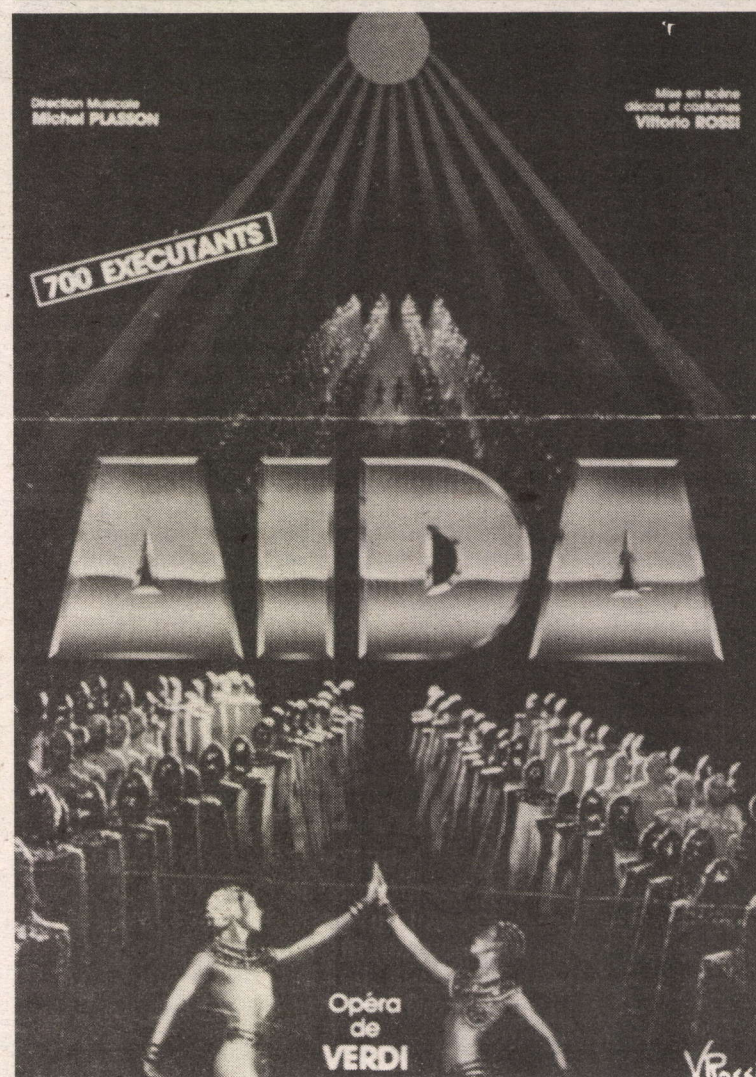
### Vendredi 11 mai

A2. 21 h 40. Bernard Pivot consacre son émission **Apostrophes** aux « Femmes dans le couple » et converse avec plusieurs femmes écrivains.

TF1. 21 h 45. **Haroun Tazieff raconte « sa » terre**. Cinquième émission de la série de sept, intitulée: **Les éléments arides**. Elle traite de l'importance de l'eau sur notre planète.

A2. 23 h 05. **Ciné-club** avec un cycle Howard Hawks: **Le grand sommeil**. Film policier avec Humphrey Bogart et Laureen Bacall, d'après le roman de Raymond Chandler. Une affaire de chantage pour le détective privé Philippe Marlowe.

# OPERA



Le premier opéra à être donné dans la nouvelle salle omnisports de Bercy, *Aida* de Verdi, a été annoncé à grands renforts de publicité sinon de trompettes! 700 exécutants, deux orchestres complets, l'air célèbre des trompettes enregistré mais tonitruant à souhait, costumes et danses extraordinaires, interprètes de classe internationale et tout et tout.

Eh bien, ce n'était vraiment pas la peine. Si 13 000 personnes peuvent assister au spectacle, on ne sait pas combien peuvent vraiment

entendre. Car l'acoustique n'est absolument pas adaptée à ce type de spectacle. Et le public du 29 avril a su manifester son plaisir mais aussi sa colère contre la lamentable acoustique de la salle qui desservait si tristement la musique et ses interprètes. Quand on paye entre 65 F et plus de 200 F, même avec quelques réductions de comités d'entreprise, il y a, en effet, de quoi être déçu.

G.P.

Jusqu'au 13 mai.



## 1<sup>er</sup> mai en Pologne :

### « Solidarité » manifeste



« Solidarité » dans les rues de Varsovie

(UPI)

A propos du Premier mai, le porte-parole du gouvernement polonais a qualifié de « pitoyables » les manifestations de l'opposition qui se sont déroulées à l'appel de « Solidarité », affirmant qu'elles avaient regroupé « mille fois moins » de personnes que les cortèges officiels, donnés eux pour avoir rassemblé 8 millions de personnes.

Mais les images transmises par la télévision nous ont montré qu'il fallait sans doute être mille fois plus courageux pour affronter les canons à eau et

les coups de matraque de la milice et risquer l'arrestation en manifestant avec « Solidarité », que pour suivre docilement les cortèges officiels.

Les cris de victoire des Jaruzelski et Cie masquent mal en réalité la crainte que leur inspire cette opposition qu'ils n'arrivent pas à faire taire, malgré la répression et les arrestations. Celle-ci, par son existence, ravive sans cesse le souvenir des grandes journées de la grève de Gdansk, quatre ans auparavant, et rappelle que la classe ouvrière polonaise a fait trembler le régime.

## Les prisons d'Hassan II

Le journal marocain *Al Bayane* rapporte que 19 militants du Parti du Progrès et du Socialisme (PPS), le Parti Communiste marocain, ont été condamnés à cinq ans de prison et 5 000 dinars d'amende le 26 avril.

Cette sentence aggrave les verdicts rendus en première instance, à la suite des émeutes de la faim de janvier dernier. La police d'Hassan II s'était alors livrée à un bain de sang contre les manifestants. Le chiffre exact des victimes demeure inconnu. Des arrestations, des procès en chaîne avaient frappé des opposants,

mais aussi des hommes et des femmes sans appartenance politique, descendus dans la rue parce qu'ils refusaient les augmentations du prix de produits alimentaires. Le procès des militants communistes du PPS en fait partie.

Mais combien d'emprisonnés dont leurs proches sont sans nouvelles, attendent de passer en jugement ?

Le régime du roi repose sur la répression. Mais malgré les prisons et le nombre des victimes, le régime d'Hassan II ne sera pas plus garanti demain contre la colère du peuple marocain.

Guy FICHET

## Terrorisme d'Etat et terrorisme d'extrême-droite



Terrorisme d'Etat : une famille arabe accusée d'avoir compté un combattant palestinien dans ses rangs. Sa maison a été détruite par l'armée israélienne (AFP)

La police israélienne a arrêté une vingtaine de membres d'un réseau terroriste anti-arabe qui avait posé une quinzaine de bombes dans des autobus.

Les bombes, qui ont été désamorçées à temps, auraient pu tuer jusqu'à 300 personnes : ce vendredi 27 avril, les autobus en question devaient être pleins à craquer de musulmans de retour d'une célébration religieuse importante.

Sous prétexte de ne pas gêner l'action des services secrets, le ministère de la Justice a formellement interdit de publier toute indication permettant d'identifier les détenus. Mais ce réseau semble très lié aux groupes extrémistes juifs du « Goush Emounim » (le Bloc de la Foi) qui militent activement pour l'implantation de nouvelles colonies juives en Cisjordanie occupée et qui prônent l'éviction des Arabes de ces territoires. Ce n'est pas étonnant. Comme ne sont pas étonnants les liens qui apparaissent entre ces terroristes et l'appareil d'Etat lui-même.

Parmi les trois auteurs présumés des sabotages, l'un serait artificier dans l'armée, un autre artificier dans la police. D'après la presse israélienne, parmi les personnes arrêtées il y aurait un officier d'active, plusieurs officiers de réserve, un ingénieur, des militants en vue du mouvement du « Goush Emounim », des fonctionnaires, etc. Bref, des gens connus pour fréquenter les allées

du pouvoir et qui poussent en avant la cause des implantations.

En Israël, le terrorisme est depuis longtemps officiel. C'est sur la base du terrorisme anti-arabe qu'Israël s'est construit. Et c'est sur lui qu'il s'est maintenu, au travers des guerres successives que l'Etat sioniste a conduites contre les Etats voisins, au travers de la récente intervention au Liban, au travers de l'occupation militaire de Gaza, du Golan, et de la Cisjordanie, à travers la répression systématique de toute velléité d'indépendance des populations arabes opprimées.

C'est dans le terrorisme anti-arabe que la plupart de ses dirigeants ont fait leurs premières armes en politique, avant 1948. Et c'est revêtus d'habits de ministres ou des uniformes de la police et de l'armée qu'ils continuent depuis. Alors, il n'est pas étonnant que, dans le sillage de ce terrorisme d'Etat, des groupes ou des individus le pratiquent, à leur échelle, avec des objectifs similaires.

Le phénomène n'est pas nouveau et, ces derniers mois, les attentats individuels contre les Arabes se sont multipliés. Il y a quelques semaines, le gouvernement israélien avait également été amené à s'attaquer à l'un de ces réseaux intitulé « TNT », (« Terreur contre Terreur », en hébreu) qui avait organisé une quinzaine d'attentats en deux

mois et qui s'apprêtait à faire sauter la mosquée Al Aqsa, haut lieu de pèlerinage musulman à Jérusalem.

Le gouvernement israélien ne peut pas et ne veut pas éliminer vraiment ces groupes terroristes, car ils défendent la même politique que lui et sont directement issus des milieux politiques qui le soutiennent. Simplement il souhaite mieux les contrôler, d'une part pour s'en servir éventuellement, d'autre part pour éviter de laisser se créer une situation qu'il ne pourrait plus maîtriser, comme celle qu'aurait pu entraîner l'explosion de toute ces bombes dans des autobus arabes bourrés de voyageurs.

On peut avoir une mesure des liens qui unissent ces groupes à l'appareil d'Etat et de la protection dont ils jouissent, par les déclarations des dirigeants des services secrets israéliens à la suite de l'opération de la semaine dernière. On apprend en effet que ces services secrets sont sur la piste de ces organisations terroristes depuis 1981, que la plupart des suspects étaient identifiés et surveillés de longue date, mais qu'il n'était pas possible de les arrêter sans preuves et sans disposer d'un dossier « en béton ».

La police israélienne ne s'embarrasse pas de tant de précautions avec les suspects arabes qu'elle interpelle.

Claude CHARVET

## Démocratie censurée

Le quotidien israélien *Hadashot* s'est fait interdire de publication pendant 4 jours par le gouvernement. Le ministère de la Défense reproche à ce journal d'avoir violé la censure militaire en annonçant dans son édition du 27/04, sur toute la largeur de sa Une, et sans soumettre cette information à la censure, la création d'une commission d'enquête chargée d'établir les véritables circonstances de la mort de 2 des 4 terroristes palestiniens auteurs le 13 avril dernier d'un détournement d'autobus.

Voilà qui en dit long sur les limites de la fameuse « démocratie israélienne ».

Même s'il n'y avait peut-

être pas eu de mesures semblables depuis 30 ans, la censure existe bel et bien en Israël. Les journalistes et les écrivains ainsi que les correspondants étrangers doivent en effet s'engager sur l'honneur à soumettre au censeur les articles traitant de tous les sujets « sensibles » : affaires militaires, sécurité intérieure, industrie d'armement, terrorisme, territoires occupés etc.

Il paraît que les censeurs sont « libéraux » ! C'est possible, mais la meilleure preuve en matière de libéralisme serait tout de même que la censure n'existât pas.

Quant au fond de l'affaire, les militaires ne doivent pas

être très tranquilles pour ne même pas vouloir qu'on sache qu'il y a un doute sur les conditions dans lesquelles ils ont mis fin au détournement du bus. Car il existe une photo (dont la censure à d'ailleurs interdit la publication, mais qui a été transmise au *New York Times*) qui montre à cette occasion une jeune Arabe, apparemment non blessée, emmenée menottes aux poings. L'armée est donc soupçonnée d'avoir abattu froidement un terroriste alors qu'il était déjà prisonnier.

Cela ne serait pas très étonnant, dans ce pays qui repose de plus en plus sur la violence ouverte contre les Arabes.

C.C.